



MINING
news magazine

FKF SOFT PRESS GROUP

rester connecté . keep in touch



INTERNATIONAL

Edition - Issue

N°137

Août

August 2018

www.miningnewsmagazine.org

Price/Prix : R70 (RSA), USD10 (Other countries)

*Tu as trop joué avec
mon coltan et mon or.*

**TOUCHE
PAS A MON
COBALT**

Ne salis pas mon Cobalt



**Don't touch
my Cobalt**

Don't dirty my cobalt

Tous contre la campagne visant
à indexer le cobalt de la RDC.

"EDUQUONS NOTRE JEUNESSE A CREER LES RICHESSES."

Entretien avec Ir Louis Watum, DG de Kamoa SA

Entretien avec Ir Louis Watum, DG de Kamoa SA

EDUQUONS NOTRE JEUNESSE A CREER LES RICHESSES."

Participez aux marchés financiers
mondiaux en toute sérénité



UNE PREMIÈRE RAWBANK – UNE INNOVATION EN RDC

UNE OFFRE EXCLUSIVE POUR DES CLIENTS PRIVILÉGIÉS

Rawbank innove une fois de plus en étant la première banque en RDC à permettre à ses clients d'investir sur les marchés boursiers à travers son nouveau produit : OKAPI INVESTMENT.

Ce produit offre la possibilité de participer pleinement à la performance des marchés boursiers mondiaux, tout en bénéficiant d'une protection à 100 % du capital et d'un rendement garanti de 5% à la fin de la période d'investissement et de blocage des fonds.

A terme, le placement offrira soit le rendement minimal garanti de 5% sur trois ans, soit un rendement indexé sur la performance de l'indice GURU, dans le cas où celui-ci est supérieur à 5%.

Siège :

3487, Boulevard du 30 juin , Kinshasa.
République Démocratique du Congo.

Tél. +243 81 98 32 000
www.rawbank.cd

 Rawbank  Rawbank sa



RAWBANK

is my bank.



RUBACO SARL
"Forage d'eau"

Mineral Exploration Drilling

**Surface Coring /
Diamond Drilling**

**Reverse Circulation
(RC) Drilling**

Auger, RAB, DTH

Mine Support Drilling

Grade Control Drilling

Blast Hole Drilling

**Strike / Depth Extension
Diamond Core / Multipurpose
Drilling**

Geotechnical Drilling

**Mine Dewatering (Large Dia)
Holes**

Under Ground Drilling

**Civil (Drill pads,
Access Roads, etc)**

Water

**Hydro Geological
Investigations**

Domestic Tube Wells

Community Wells

26-27, Route Kambove , Commune de panda, Likasi (Haut- Katanga, DRC)

✉ services@rubacodrc.com ☎ +243 998392100, +243 992347073, +243 997567575 🌐 www.rubacodrc.com

RCCM: Lubumbashi /14-B-1658 | Capital Social : 10 000 000 USD



Somika est ma famille ... Congo est mon pays



"Our focus has always been geared on the road to our commitment to excellence. Today the name 'Somika' brings to mind the image of quality, commitment and excellence."

"Notre objectif a toujours été axé sur notre engagement vers l'excellence, Aujourd'hui, le nom "Somika" évoque la qualité, l'engagement et l'excellence"

Chetan Chug – Founder & CEO

Direction Générale : 588 Route Kipushi, Commune Annexe, Lubumbashi – Katanga
 Contacts: Hitesh Chug (+243 814000145 – hitesh@somika.com) Paresh Kakkad (+ 243 991007236 - paresh.kakkad@somika.com)
 Munendra Singh Rajput (+243 991007233 - munendrasingh.rajput@somika.com;)

Bureau de Kinshasa: 88, Avenue Colonel Ebeya, Commune de Gombe – Kinshasa
 Contact: Dhiren Raithatha (+243 991007407 - dhiren@solution4africa.com rdhirenr@gmail.com)

www.somika.com

Mining News Magazine

Leader bilingue d'informations Minières
fondé en Mars 2007 à Lubumbashi - RDC
Éditée par **FKF SOFTPRESS CK**
Registration Number : 2007/186587/23
Braamfontein, 2001 - Johannesburg - RSA
Cell: 002762286084 - 0027784700149
E-mail: miningnewsdrc@gmail.com
Website : www.miningnewsdrc.com

FONDATEUR
FRANCK FWAMBA

DIRECTION GENERALE
Johannesburg-RSA
Directeur Gérant et Directeur de la Publication
PARFAIT BARACK
Courriel : pbarack.hit@gmail.com

REDACTION CENTRALE
(Johannesburg)
Rédacteur en Chef
BEN OTUMBAIEVA
Courriel : miningnewsdrc@gmail.com

REDACTION GENERALE
Ben MASUDI KINGOMBE, Ben OTUMBAIEVA, Divine MVENDA, Jeef TOURE., Lerato MOTAUNG, Neville Mwana, Parfait BARACK, Precious KANAMBUJ, BIL.

SITE INTERNET ET JOURNAL ELECTRONIQUE
DIVINE MVENDA
Courriel : divinemuenda@yahoo.fr

INFORMATIQUE ET PAO
FKF SOFTPRESS CC
Tél: 0027784700149

DESIGN & LAY-OUT
BEN KHAYA et WARREN VOSTER

IMPRESSION
Byson Marketing
Johannesburg-RSA

ABONNEMENTS
SOFTPRESS et Mining News DRC
Tél: (+243) 0810348785— 0810241942—
0027814550865
Courriel : miningnewsdrc@gmail.com

DELEGATION GENERALE
RDC & COPPERBELT
Kinshasa & Lubumbashi (RDC)

CONSEILLER JURIDIQUE - RDC
Me Ben MASUDI KINGOMBE
Tél : 0024397023502
Courriel : dbeenmk@gmail.com

DELEGUE AMINISTRATIF
Jeef KAZADI
Tél : 00243810241942
Courriel : kazoskm@yahoo.fr

DISTRIBUTION EN RD CONGO
Ets MNM FKF SOFTPRESS
236, Avenue des Usines, Lubumbashi

KINSHASA ET CONGO CENTRAL
Franck BOLANSHI NDALA YAV
Tél: 00243896628944
Email : franckbolanshi01@gmail.com

HAUT-KATANGA
Jeef KAZADI

LUALABA - KOLWEZI
Aline MUSANS
Tél: 00243975290573
Courriel : alinemusans@gmail.com

DISTRIBUTION - KINSHASA
Franck BOLANSHI NDALA YAV
00243896628944

KISANGANI ET ITURI
Didier Dembe

La version bilingue distribuée en RDC est un Supplément de LEADER
Price/Prix : R70 (RSA), USD10 (RDC , etc)

Sommaire - Contents

8-10 A LA UNE - TOP STORY

"TOUCHE PAS A MON COBALT" ET

TRACABAILITE : Pourquoi nous disons NON



ENTRETIEN

Pages 12-14

Ir Louis WATUM :

"Eduquons notre jeunesse à devenir créatrice des richesses..."

A LA UNE - Page 7

3è Edition de la Conférence nationale minière de la RDC

Beaucoup d'attentes. Les espoirs sont-ils permis?

NOUVELLES

11 Véhicules électriques : 255 milliards de dollars dépensés par des fabricants

18-21 Quelle stratégie les gouverneurs pourraient-ils mettre en place pour développer les frontières afin de faciliter l'importation et l'exportation des minerais : Exemple du Lualaba.

MEMENTO

La République Démocratique du Congo, notre pays qui est l'unique héritage commun que nous devons léguer forte et prospère aux générations futures, est actuellement sous une menace de redevenir une "colonie des ressources naturelles" pour des lobbies occidentaux et pour plusieurs années.

La liberté économique de la RD Congo et le développement des provinces productrices en dépendent de ses ressources naturelles dont le COBALT.

Aux dirigeants et autres gestionnaires rd-congolais des fonds publics générés par le Cobalt de veiller qu'ils soient gérés dans la transparence et la redevabilité pour le bien du peuple, des provinces productrices.

Parfait Barack, MD.



Touche pas
à mon COBALT
pour le salir, pour l'indexer !

Don't touch my COBALT
to dirty it, to blacklist it!

Touche-le et Achète-le, Protège-le
Touch it and Buy it, Protect it !



TRADE SERVICE

ETUDE ET FISCALITE
AGENCE EN DOUANE

MANDATAIRE EN MINE
ET CARRIERES

VOS PROBLEMES
SONT NOS DEVOIRS

Lubumbashi | Kinshasa | Boma | Matadi | Kolwezi
Sakania | Kasumbalesa | Pweto | Johannesburg

Tél.: +243. 99. 701. 5137
www.tradeservice-sprl.com

La 3è Edition de Conférence Minière de la RDC à Kolwezi : BEAUCOUP D'ATTENTES. LES ESPOIRS SONT-ILS PER-

Lorsque le Ministre national des Mines Martin Kabwelulu l'annonce pour Kolwezi en septembre à Investing Mining Indaba 2018 lors du Petit-déjeuner RDC à l'hôtel Westin à Cape-Town, le Gouverneur Richard Muyej de la province hôte du Lualaba rassure qu'elle sera un succès et la mieux organisée.

En effet, tous ceux qui connaissent le patron de l'exécutif provincial du Lualaba et son équipe prennent au sérieux sa promesse et veulent y participer : miniers, sous-traitants, activistes des ONG nationales et internationales, médias, diplomates, politiques, communautés locales, potentiels investisseurs.

La plupart des intéressés qui ont contacté soit notre rédaction soit la coordination de la campagne "Touche Pas A Mon Cobalt" pour savoir comment s'enregistrer veulent bien aller entendre ce qui sera dit sur des sujets importants de l'heure.

Bien que le débat sur la mise en application de la législation minière revue est presque clos avec la publication du Règlement minier par le Premier ministre, il est pourtant certains que les tenaces comme Mark Bristow de Randglod et Kibali Goldmines ou Claude Pollet de Tenke Fungurume Mining ne manqueront pas de revenir sur les discussions autour du code minier pour une convergence de vues, un dialogue qui conduise à réajuster certaines choses qui ne plaisent pas aux majors dont la "fiscalité" revue à la hausse.

Du côté de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), il sera beaucoup plus question de la mise en application de la loi sur la sous-traitance dans le

secteur minier dix-neuf mois après sa promulgation et sept mois après la fin du moratoire.

Mis à part Kibali Goldmines en Ituri et Kamoa et Kico dans le Lualaba et Haut-Katanga qui font confiance aux congolais, il est surprenant, scandaleux et révoltant que malgré les discours de bonnes intentions des ministres nationaux sur la mise en application de ladite loi, des contrats miniers dans le secteur de cuivre et cobalt continuent d'être octroyés aux sous-traitants étrangers parfois sans visas d'affaires ni de travail, on parle davantage des sud-africains qui ne peuvent pas le permettre chez eux, même dans des secteurs comme celui de la logistique, transport et facilitations d'export-import qui draine trop d'argent qui échappe aux PME (Petites et Moyennes Entreprises) des congolais que le gouvernement veut être le fer de lance de la classe moyenne.

C'est là que fort de son expérience de terrain en tant que gouverneur de province, ministre national de l'intérieur et chargé des relations avec le parlement, ancien administrateur de la DGDA et de la Gécamines, ancien cadre de la Gécamines, Richard Muyej porte les espoirs des sous-traitants congolais que nous sommes afin que la DGM (Direction Générale de l'Immigration) vérifie que tous les étrangers qui ont des contrats juteux dans des sociétés minières et autres multinationales du secteur sont en légalité ; que le ministère du travail procède au contrôle sans complaisance des permis de travail que les sous-traitants étrangers utilisent au pays ; que le ministère des finances vérifie si tous

les sous-traitants étrangers du secteur paient réellement les droits du trésor sans être un réseau de fuites des capitaux ; que les ministères des mines et des IPME passent de la parole aux actes afin que la loi soit appliquée et que les assemblées nationale et provinciales des provinces minières assistent les dirigeants à faire le suivi sur le respect de ladite loi par tous les miniers, inclus les chinois avec le concours de l'ambassadeur de la République populaire de Chine en RDC.

Du côté des ONG nationales, l'attente est que le gouvernement national éclaircisse sa vision minière et surtout celle des "minerais stratégiques", sa position sur la "traçabilité" dont la campagne "Touche Pas A Mon Cobalt" et d'autres ONG nationales et sous-régionales ne veut pas entendre parler alors que le Secrétaire général aux mines a entretenu une position floue, non acceptée, lors de Alternatif Mining Indaba de Kolwezi en mai. Il faudra aussi reconsidérer la "Traçabilité" des 3T qui ne profite pas aux artisans comme l'a démontré le récent rapport des ONG de l'Est du pays.

Les communautés locales attendent qu'il y ait de l'ordre dans l'artisanat minier et que les richesses générées par l'exploitation minière soient partagées. Fini le temps de jouer avec leurs minerais alors qu'on le fait pas chez les voisins du sud ou de l'est.

Voilà autant d'attentes, autant d'espoir suscités par la Conférence de Kolwezi, autrefois terre des mangeurs de cuivre et de cobalt qui ne profitent pas assez des dividendes des mines.



SOTRAFER

Société de Transformation de Fer

Manufacturer of TMT Steel Bar, Oxygen & Acetylene Gases

Better Ductility • Excellent Resistance • Enhanced Strength

BUILD WITH TRUST

34, Av. Savonnier, Q / Bel-Air, Lubumbashi, R.D. CONGO.

Call : +243 81949 5895 | Email : sales@sotrafer.com

"TOUCHE PAS A MON COBALT" ET TRACABILITE

Pourquoi dénonçons-nous la politisation du Cobalt de la RD Congo par certains lobbies d'affaires occidentaux sous couvert de la "Traçabilité".

La coordination de la Campagne "Touche Pas A Mon Cobalt" présente ci-dessous un tableau comparatif des efforts internationaux d'assainissement de la chaîne d'approvisionnement des 3T et les efforts provinciaux sur les sites artisanaux du cobalt au Lualaba.

ACTIVITES	TRACABILITE DES 3T PAR DES OCCIDENTAUX ITSCI ET PARTENAIRES INTERNATIONAUX	ASSAINISSEMENT SITES ARTISANAUX CUIVRE-COBALT SELON LA REFORME L'ARTISANAT MINIER DU LUALABA
MODE D'EXPLOITATION DES MINERAIS SUR SITES	Découverte manuelle, Creusage manuel avec tous les risques relatifs à la vie et à la santé, transport sur le dos, etc. (éboulements, mort d'hommes, travail continu 24/24).	Découverte mécanisée jusqu'au niveau du filon minéralisé, ramassage et remplissage des sacs, transport par des camions, etc. (pas d'éboulements ni morts d'hommes, travail de 8h à 17h).
PESAGE ET TENEUR	Par les 2 parties dominées par l'acheteur.	Par un laboratoire congolais neutre légalement accrédité et mondialement Certifié ISO pour les analyses des produits miniers pour déterminer les quantités et teneur.
PRIX ACHAT/VENTE	A négocier par le vendeur après fixation par l'acheteur à volonté.	A convenir par les parties (vendeur, acheteur et gouvernement) en tenant compte de la teneur, des autres minerais contenus et des prix du jour à la LME.
REDEVANCE A PAYER	<ul style="list-style-type: none"> - 480Usd/tonne exportée à iTSCI (alors que les rwandais paient 280Usd) pesant sur le coût de production et utilisés sans traçabilité ni redevabilité pour donner du travail aux chômeurs européens ; - 00Usd pour le développement des communautés. 	<ul style="list-style-type: none"> - 00Usd à payer à un organisme étranger ; - Frais de laboratoire à convenir et restent au pays donnant du travail aux congolais ; - Redevance spéciale (à investir dans l'éducation des enfants des communautés productrices) à payer à la par les exportateurs.
LIEU DE TRANSCACTION et ENTREPOSAGE	Comptoirs ou sièges des acheteurs.	Centres de négoce sécurisés (Musompo en construction ou Kisanfu) éloignés des quartiers résidentiels dans le Lualaba et le Haut-Katanga.
MODE DE PAIEMENT	Cash/Espèces sans formation à l'épargne.	Par banque avec formation à l'épargne.
SECURITE DE L'ARTISAN MINISER	<ul style="list-style-type: none"> - Pas d'équipement de sécurité personnelle obligés sur les sites miniers ; - Pas de couverture santé. 	<ul style="list-style-type: none"> - Port d'Equipements de sécurité individuelle obligatoire sur sites ; - Couverture Maladie grâce à une Mutuelle de santé en plein montage ; - Protection à travers les Coopératives face aux négociants et détenteurs des dépôts.
DETENTEURS - PROPRIETAIRES DE COMPTOIRS OU DEPOTS ACHATS	Pas nécessairement identifiés.	Obligation d'identification afin de payer des taxes et redevances légales s'ils sont des expatriés.

IDENTIFICATION SITES DE PROVE- NANCE DES MINE- RAIS	<ul style="list-style-type: none"> - Nécessitant une identification parce que des centaines dans différentes provinces ; - Identification producteurs parce que les zones de production des 3T ont connu une insécurité avec les milices armées. 	<ul style="list-style-type: none"> - Faciles à identifier parce qu'une vingtaine dans les 2 provinces (Haut-Katanga et Lualaba) ; - Pas d'insécurité ni milice armée dans les zones de production de cuivre et cobalt ; - Les producteurs de plus de 80% de cobalt sont des entreprises minières mondialement connues et identifiées.
CONSEQUENCES DE LA TRACABI- LITE	<p>Les 3T de la RDC étaient catégorisés "Minerais de Conflits" et produits dans des zones où il y a eu des groupes armés et milices ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Empêcher les groupes armés à vendre les minerais (Positif) ; - Identifier l'origine des minerais (Positif) ; - Empêcher l'embargo (Positif) ; - Favoriser la fraude organisée avec la complicité des organismes occidentaux ITSCI et BGR vers les pays limitrophes (NEGATIF) ; - Certification par ITSCI dans les pays voisins des minerais fraudés de la RDC (NEGATIF) ; - Validation des sites imaginaires dans les pays voisins qui n'ont pas des gisements des minerais qu'ils exportent alors que Plusieurs sites Non Validés en RDC par BGR et ses associés (NEGATIF) ; - Taxe immorale payée à ITSCI (480Usd) par chaque tonne exportée, et pesant sur le coût de production en RDC donc sur les artisans, sans émouvoir les Ongs congolaises et internationales alors que c'est de l'argent qui servirait à développer l'agriculture et donner du travail à des dizaines des milliers d'artisans miniers, femmes vulnérables, etc. (NEGATIF) ; - 30% seulement des minerais produits en RDC sont déclarés selon le Groupe d'Experts de l'ONU et le reste sort par fraude malgré la TRACABILITE VANTEE PAR DES OCCIDENTAUX ET CERTAINS NATIONAUX (NEGATIF). <p>TRACABILITEDES 3T DE LA RDC PAR DES ORGANISMES OCCIDENTAUX =</p> <ul style="list-style-type: none"> - CONTROLE DES 3T AU PROFIT DES ETRANGERS, - TAXE IMMORALE AU PROFIT DES OCCIDENTAUXET NON TRACABLE SUR CHAQUE TONNE EXPORTEE, - PAS DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE. - Plus de \$10 Millions payés à iTSCI en 2017, - Plusieurs dizaines des Millions de Dollars payés à iTSCI depuis 2010 alors que cet organisme n'a pas construit un bureau en RDC ni pensé à aider à la réinsertion pratique des enfants tirés des mines de l'Est en construisant ne fût-ce qu'une école ni en investissant dans une ferme. 	<p>Le Cobalt de la RDC n'a jamais été et ne peut pas être catégorisé "Minerais de conflits" parce qu'il n'est pas produit dans une zone où il y a des groupes armés ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les producteurs et sites de cobalt en dans le Haut-Katanga et Lualaba sont connus et tracés par les acheteurs (PAS BESOIN D'UNE TRACABILITE IMPOSEE ET IMPORTEE) ; - Il y a un mécanisme national de traçabilité facile à appliquer dans le Cobalt ; - Il y a un mécanisme provincial (Réforme de l'artisanat minier initiée par la Province du Lualaba et que va dupliquer le Haut-Katanga) dont les résultats seront sont meilleurs que ceux de ITSCI et BGR et qu'aucune autre initiative n'avait proposés ni obtenus : - Sécurisation du site minier, - Sécurisation physique de l'artisan minier, (équipements de sécurité individuelle et Couverture Santé grâce à une Mutuelle, - Découverte mécanisée, - Assainissement durable des sites par l'exclusion des personnes vulnérables (enfants et femmes enceintes), - Création des Centres de négoce (possédant tous les services nécessaires) pour les transactions et entreposages des minerais, - Identification des détenteurs des comptoirs ou dépôts et des artisanaux, - Maîtrise des statistiques de la production à l'exportation, - Détermination des teneurs par un laboratoire indépendant agréé par le Ministère national des mines et certifié ISO mondialement, - Fixation des prix en tenant compte des critères objectifs dont la LME (London Metals Exchange), - Prélèvement d'une redevance pour investir dans l'éducation, - Monitoring quotidien des sites artisanaux par une équipe provinciale de Surveillance ouverte des ongs locales et africaines (Les problèmes africaines doivent être résolus par des africains), - Modélisation de tous les sites artisanaux à l'instar de Tiluizembe et Kasulo. <p>ASSAINISSEMENT DES SITES ARTISANAUX CU-CO ET PAR DES CONGOLAIS ET REFORME DU LUALABA =</p> <ul style="list-style-type: none"> - MODELISATION - MODERNISATION - CONTROLE ET MAITRISE DES SITES, STATISTIQUES ET EXPORTATIONS - ASSAINISSEMENT TOTAL ET - PROTECTION DE L'ARTISANAT MINIER CONTRE L'ARBITRAIRE et LES CONTAMINATIONS (Présence des personnes vulnérables).

NOUS DISONS NON :

- A LA POLITISATION DU COBALT DE RDC,
- A L'INDEXATION ET DIABOLISATION DU COBALT DE LA RDC,
- A ITSCI (ITRI), BGR (Et son activisme négatif contre le Cobalt de la RDC), RCS GLOBAL ET AUTRES ORGANISATIONS OCCIDENTALES SUR LES SITES ARTISANAUX DE COBALT COMPTE DU BILAN DU SECTEUR DES 3T A L'EST DU PAYS,
- AU MONITORING DE NOS SITES PAR DES ORGANISMES OCCIDENTAUX,
- AUX PERSONNES VULNERABLES (FEMMES ENCEINTES ET ENFANTS) SUR LES SITES MINIERS ARTISANAUX DE CUIVRE ET COBALT,
- A UNE TAXE ILLEGALE AU BENEFICE DES ORGANISATIONS OCCIDENTALES SOUS COUVERT DES FRAIS DE CERTIFICATION,
- AU COLONIALISME ECONOMIQUE EN TRANSFORMANT LA RDC EN UNE COLONIE OCCIDENTALE DES RESSOURCES NATURELLES.

NOUS DISONS OUI :

- A LA REFORME DU LUALABA,
- AU MANUEL NATIONAL DE TRACABILITE, (ET SI IMPERATIF ET JUSTIFIE)
- AU MONITORING PAR DES ONGS SOUS-REGIONALES ET AFRICAINES NEUTRES, CREDIBLES, FINANCIEREMENT VIABLES AFRICAINES.

Kolwezi-Lubumbashi, le 21 Mars 2018.



Volkswagen investit 100 millions USD dans une société de Californie pour recherche sur les batteries à l'état solide

Le groupe allemand Volkswagen AG parie sur une entreprise de San Jose, investissant 100 millions de dollars dans la société qui détient 200 brevets pour des technologies de batteries à semi-conducteurs.

QuantumScape Corp. a émergé de l'Université de Stanford en 2010 et a obtenu une subvention de la part de l'agence américaine Advanced Research Projects Agency-Energy l'année suivante. Selon les données de PitchBook, la valorisation s'élevait à deux milliards de dollars de la série D il y a deux ans.

Volkswagen avait déjà acquis une participation de 5% dans QuantumScape lors d'un autre investissement réalisé en décembre 2014. Les autres investisseurs sont Kleiner Perkins Caufield & Byers, Prelude Ventures, Lightspeed Venture Partners et Khosla Ventures.

Volkswagen prend place sur le conseil d'administration de QuantumScape et ensemble, ils prévoient d'avoir une batterie à l'état solide prête pour la production d'ici 2025. Cette technologie est considérée comme un moyen d'étendre la portée de conduite des véhicules électriques batteries lithium-ion.

"Volkswagen est le plus grand constructeur automobile mondial et est à la tête de l'industrie dans son engagement en faveur de l'électrification de sa flotte", a déclaré le PDG de QuantumScape, Jagdeep Singh, lors de l'annonce de financement. "Nous sommes ravis d'être choisis par Volkswagen pour alimenter cette transition. Nous pensons que la gamme plus élevée, les temps de charge plus courts et la sécurité inhérente à la technologie à semi-conducteurs de QuantumScape seront un facteur clé pour la prochaine génération de groupes motopropulseurs électrifiés."

Volkswagen a déclaré avoir testé avec succès en Allemagne des cellules d'échantillonnage de batterie à l'état solide de QuantumScape, fonctionnant au rythme de l'automobile, une première dans le secteur. "La batterie à semi-conducteurs marquera un tournant pour l'e-mobilité", a déclaré Axel Heinrich du groupe Volkswagen. "En augmentant notre participation dans QuantumScape et en créant une coentreprise, nous renforçons et renforçons notre coopération stratégique avec un partenaire innovant et sécurisé à la technologie de batterie prometteuse QuantumScape pour Volkswagen."

Le financement de QuantumScape est le 40e dans un start-up de Bay Area cette année qui a été de 100 millions de dollars ou plus. C'est un rythme record, les entreprises optant pour des levées de fonds auprès d'investisseurs privés, qui devaient auparavant se rendre sur les marchés publics de Wall Street.

Honda, BMW, Nissan et Toyota ont tous annoncé divers partenariats et initiatives de recherche pour faire progresser la technologie des batteries à l'état solide vers la commercialisation.

L'Allemagne accueillera la première usine de batteries EV en Europe, BMW dispose €500 millions pour acheter directement le Cobalt

La chancelière allemande Angela Merkel a salué le mois passé l'investissement de l'entreprise chinoise CATL pour construire la première usine de batteries de voitures électriques en Europe.

Lors d'une conférence de presse tenue avec le Premier ministre chinois Li Keqiang, Mme Merkel a confirmé des informations précédentes selon lesquelles l'usine sera construite à Erfurt, en Thuringe, et son principal objectif est de fournir à l'industrie automobile clé du pays dans sa transformation vers les voitures électriques.

Selon l'AFP, CATL, basée à Ningde, fournit déjà des batteries aux grandes entreprises automobiles chinoises telles que Saic Motor et Geely et vient de signer un accord avec BMW. Le constructeur automobile de luxe achètera au géant chinois des batteries pour 4 milliards d'euros de batteries afin de vendre les véhicules d'une valeur de 1,5 milliard d'euros en Allemagne et 2,5 milliards en Chine.

En ce qui concerne l'approvisionnement en batteries, BMW achète elle-même du cobalt dans le cadre d'un programme d'investissement de 500 millions d'euros.

Volkswagen a également des contrats avec CATL et le constructeur de Mercedes-Benz, Daimler, négocie également un accord avec la société.

Ceci explique un activisme parfois mal venu des organismes allemands pour



Les Véhicules électriques : 255 milliards de dollars dépensés

L'industrie minière - et pas seulement les juniors - doit raconter une bonne histoire pour attirer les investisseurs dans une industrie notoirement délicate et instable.

Avec la montée en puissance des infrastructures en Chine, la transition de l'industrie automobile mondiale vers les véhicules électriques fournit désormais ce récit. Et peut-être commencer le prochain supercycle de produits de base.

Les prochaines décennies seront une route difficile pour l'industrie minière et ses bailleurs de fonds (mais cela a toujours été le cas).

Pour les constructeurs automobiles, cependant, les véhicules électriques commencent à ressembler davantage à une autoroute en enfer.

Un nouveau rapport du cabinet de conseil mondial *AlixPartners* prédit un "empilement de proportions épiques", les constructeurs automobiles s'adaptant au plus grand changement de l'industrie "dans cent ans".

L'industrie automobile est confrontée à la possibilité d'une fuite des capitaux monumentale à court terme, car des centaines d'acteurs, y compris non traditionnels, versent des sommes sans précédent dans des véhicules électriques et autonomes avant que ces technologies ne soient totalement compétitives sur le marché. Les consommateurs s'interrogent sur le coût et la sécurité de certaines de ces technologies, tout comme le marché lui-même devrait continuer de connaître un ralentisse-

ment cyclique.

Des centaines de milliards de dollars mis en jeu

L'étude d'*AlixPartners* prévoit un montant impressionnant de 255 milliards de dollars investis dans la recherche et le développement et les dépenses en capital pour mettre sur le marché quelque 207 modèles électriques d'ici 2022. Selon l'étude, 61 milliards de dollars supplémentaires ont été affectés aux technologies des véhicules autonomes.

Pour montrer à quel point l'industrie automobile mondiale s'est concentrée sur les VE, ledit Cabinet Conseil a calculé que 55% des fusions et acquisitions dans le secteur des mines au cours des deux dernières années étaient en quelque sorte liées à l'électrification ou à l'autonomie.

"Des dizaines de milliards de dollars seront jetés", a déclaré à la presse John Hoeffcker, vice-président mondial d'*AlixPartners*, lors d'une présentation à Detroit de l'*Automotive Press Association*, rapporte l'agence Bloomberg. "Tout le monde ne peut pas réussir. Nous aurons la chute de certains constructeurs automobiles et fournisseurs."

Les auteurs prévoient que la crois-

sance du marché automobile mondial ralentira à un rythme annuel de 2,4% jusqu'en 2025 et que le marché américain poursuivra son repli cyclique cette année et que, d'ici la fin de la décennie, il sera de 2 millions inférieur par rapport au nombre de 17,1 millions qui vont quitter les salles d'exposition.

La guerre du Cobalt

La ruée des constructeurs automobiles pour sécuriser l'approvisionnement en matériaux de batteries a fait grimper le prix du lithium, du cobalt, du nickel, des terres rares et même du cuivre (300 kg de cuivre dans un bus électrique et 9 tonnes par mégawatt).

L'étude d'*AlixPartners* révèle que les coûts des produits de base liés à l'automobile ont atteint des sommets inégalés en six ans en 2017, soit 70% ou 884 \$ par véhicule depuis 2015.

Si les prix des métaux clés de batterie continuent à augmenter, cela pourrait rendre la vie plus difficile pour les constructeurs automobiles qui vendent déjà des véhicules électriques à perte au milieu d'une concurrence féroce, de faibles volumes et d'inconvénients pour les moteurs à combustion interne.

Une étude du Département américain de l'Energie estime à 125\$/KWh le niveau auquel les VE atteignent la parité avec les véhicules de l'ICE.

Malgré ces vents contraires, *AlixPartners* est optimiste quant aux taux de pénétration des VE. Le sondage de la firme auprès des acheteurs de voitures américaines a révélé que 22,5% d'entre eux ont déclaré qu'ils étaient "susceptibles" d'acheter un véhicule électrique rechargeable comme prochaine voiture.

Le marché des véhicules en Chine devrait atteindre 29,1 millions d'unités cette année, passant à 38,2 millions en 2025 (soit 52% de la croissance mondiale des volumes au cours de cette période), selon le même Cabinet. D'ici 2030, 40% des ventes de véhicules en Amérique seront des véhicules électriques.

Le marché automobile européen devrait augmenter de 2,5 millions d'unités d'ici 2030 pour atteindre 23,1 millions d'unités par an avec une pénétration d'environ 30% des véhicules électriques à cette date. Les Etats-Unis seront à la traîne et seulement 16-21% ou 2.6 millions - 3.5 millions des ventes en 2030 seront probablement électriques.



“Éduquons la jeunesse congolaise à devenir des citoyens créateurs des richesses et non consommateurs perpétuels d’emplois.”

Pendant une période au cours de laquelle toutes attentions de la plupart des congolais vivant dans les zones minières sont focalisées sur l’embellie des cours de minerais, la guerre des lobbies pour le contrôle du marché mondial du Cobalt et la traçabilité, la loi sur sous-traitance, le Code minier revu, un des hauts cadres miniers congolais expérimentés, attire les regards vers un secteur que beaucoup marginalisent. Entretien avec Louis Watum, Administrateur Directeur Général de Kamoa SA, Président de Kico et Directeur Pays de la multinationale Ivanhoe en RDC, en marge de la récente Semaine minière RDC.

MINING NEWS MAGAZINE : Monsieur l’ADG, vous êtes ingénieur et patron d’entreprises minières en RDC. Lors de votre intervention dans un panel à *DRC Mining Week*, vous avez évoqué le dossier du Code minier et tout à l’heure vous venez de parler de l’importance d’une concertation de la tripartite. Est-ce que Ivanhoé DRC Mines prendrait l’initiative, le leadership de convaincre les uns et les autres pour discuter?

LOUIS K. WATUM :

Nous avons eu la table ronde des PDGs à laquelle nous avons participé, à *DRC Mining Week*, avec le Directeur de cabinet du ministre des mines (Me Valéry Mukasa), le ministre provincial des mines du Lualaba

(Jean-Marie Tshizainga), et d’autres acteurs concernés.

Nous ferons de notre mieux pour que ce dialogue puisse réellement enlever toutes ces incompréhensions qu’il y a parce que l’un ne comprend pas toujours la nature de l’autre si on ne se parle pas.

D’un côté, c’est le prince (l’État) qui a des attentes tout à fait légitimes pour sa population, et veut des retombées substantielles de l’industrie minière à court, moyen et long terme ; et de l’autre côté, c’est l’investisseur qui vient avec des capitaux lourds qu’il doit récupérer sur des longues années et qui nécessitent un cadre fiscal stable et incitatif. Ce sont ces deux positions qu’il faudra concilier.

Je suis convaincu que si nous fai-

sons des programmes d’échanges où d’un côté certains acteurs des services publics viennent passer suffisamment de temps dans les mines pour mieux comprendre la nature d’un investissement minier à partir de la levée des fonds jusqu’à la comptabilité minière au quotidien, et de l’autre côté nous les miniers allons également passer suffisamment de temps dans les services publics pour mieux comprendre comment s’applique la fiscalité et quelles sont les contraintes et autres difficultés rencontrées par ces services, le fossé d’incompréhension qui existe actuellement entre les uns et les autres pourra sensiblement être réduit, et lorsqu’on se mettra autour d’une table on pourra certainement mieux se comprendre.



MNM : Votre Groupe est compté parmi ce qui est appelé "G7 minier" dont deux membres voudraient bien avec le gouvernement Congolais. Quel Conseil donneriez-vous?

LW : D'abord je ne suis pas dans le secret de Dieu pour parler des autres, le salut est individuel pour chacune de ces sociétés. Je ne parlerais pas uniquement au groupe des 7 (grandes sociétés minières qui veulent un dialogue sur le Code minier revu) mais plutôt à tous les acteurs de la tripartite, c'est-à-dire le gouvernement, la société civile et les miniers, et les prieraient de revenir à la table de discussion pour aplanir les points qui continuent à poser problème. Chacun de ces acteurs n'a pas que des droits, chacun a également des obligations et se doit de jouer sa partition en conséquence.

MNM : Quelle est votre message pour vous qui êtes cotés en bourse en rapport avec l'application du code minier?

LW : Le message est que nous avons et continuons à avoir foi dans le développement de l'industrie minière dans notre pays. Non seulement Ivanhoé mais tous les collègues de l'Industrie minière présents en RDC. Cela prouve à suffisance que l'Industrie minière n'a nullement l'intention de s'arrêter à mi-chemin. Nous allons continuer le dialogue parce que c'est l'unique voie pour résoudre les incompréhensions. En bref je dis que nous sommes toujours engagés à apporter notre pierre à la construction de notre pays.

MNM : Quelles stratégies mettre en ligne pour un code favorable à tous?

LW : Avant de parler code minier, il faut savoir ce qu'on veut. Les chinois

disent si vous voulez la richesse, il faut commencer par construire une route. Il faut d'abord que l'État définisse la vision, et qu'ensuite nous réfléchissions tous ensemble aux voies qui nous permettront de réaliser cette vision. Quelle image de la RDC veut-on d'ici 30 ans, et ensuite quelle partition chaque acteur de développement devrait jouer pour y parvenir..

Aujourd'hui, il y a un énorme déficit d'infrastructures et d'énergie, et la bonne gouvernance fait défaut. Si ces trois ingrédients ne sont pas mis en place, nous allons continuer à rêver malgré le fait que le cobalt et le cuivre se comportent bien sur le marché ; les retombées ne seront que maigres. Après tout la création des richesses n'est pas une mystique, elle consiste à prendre des ressources naturelles, les transformer et créer des biens et des services dont le monde a besoin, les vendre et être rémunéré, puis à recommencer le cycle ainsi de suite. C'est ainsi que les pays de l'Axe du Dragon, la Chine et l'Asie, créent un millionnaire chaque semaine. Ces pays n'ont ni mines de Cuivre, Cobalt ou Coltan, mais ont appris la création des richesses. C'est vers ce débat là que nous devons aller. C'est pourquoi j'insiste sur l'éducation pour qu'on crée un type de congolais qui crée des richesses et cesse d'être consommateur perpétuel d'emplois.

MNM : Vous avez perdu aujourd'hui 30 % de votre valeur boursière, que ferez-vous demain si la capitalisation y prend encore un coup?

LW : Je pense que ceux qui ont été longtemps dans l'Industrie minière savent que c'est une Industrie cyclique où les cours peuvent monter ou baisser selon les conjonctures.. Tout opérateur minier qui vient investir en RDC ou ailleurs

doit se préparer à un long voyage, et un voyage a aussi des moments de turbulence. Nous restons optimistes et sommes certains que nous allons sortir de cette zone de turbulence, et arriverons à bon port.

MNM : A quand le premier lingot de cuivre et de zinc pour Kipushi?

LW : Nous nous donnons environs deux ans jusque fin 2020 et début 2021.

MNM : Comment évolue Ivanhoe DRC Mines dans le Lualaba?

LW : Nous avons fait énormément de progrès à Kamoa et Kakula. A ce jour, les galeries souterraines développées à Kamoa ont atteint la minéralisation à 4 % de teneur de cuivre. Nous nous attelons à présent à développer les galeries souterraines à Kakula, où nous atteindrons la minéralisation à très haute teneur de Cuivre (en moyenne 7% de Cuivre) vers le dernier trimestre de cette année. Des teneurs aussi élevées que celles rencontrées à Kamoa et Kakula augurent un très bel avenir pour ce projet qui avance bien. Nous venons également d'engranger environ 600 millions de dollars américains à travers une transaction faite au niveau de notre maison mère avec un consortium Chinois, dont une bonne partie sera investie en RDC. Voilà une preuve de plus de la foi que nous avons dans notre pays, peu importe la zone de turbulence que nous traversons.

MNM : Kamoa fait mariage avec les chinois alors qu'ils sont réputés mal payer les travailleurs. Ne pensez-vous pas que cela puisse affecter votre production?

LW : Je ne veux pas personnaliser le débat ici entre la RDC et la Chine. Il ne fait aucun doute que cette dernière est devenue aujourd'hui incontournable, elle nous a appris ainsi qu'au reste du monde une leçon importante : en 30 ans on peut changer le sort d'un peuple, d'une nation. Elle a réussi ce qu'aucune autre nation sur terre n'a pu réaliser sur un laps de temps aussi court. En ce qui nous concerne cela veut dire que si notre génération actuelle de Congolaises et Congolais se met sérieusement au travail, nous pouvons également espérer changer de manière substantielle la physionomie actuelle de notre pays en une seule génération. Respections la Chine pour cela.

Nous connaissons les standards que nous voulons appliquer sans compromis chez Ivanhoe DRC Mines. Aujourd'hui, l'entreprise que j'ai l'honneur et le privilège de diriger vient d'accomplir 10 millions d'heures de travail sans accident avec perte de poste de travail. Un tel accomplissement est très louable au vu de la complexité de nos activités sur terrain, et n'est pas un fait du hasard; c'est l'application stricte des standards de sécurité au travail et de tout un état d'esprit au quotidien que nous n'entendons nullement compromettre.

MNM : Mr l'ADG, un mot sur le récent deal avec les chinois si ce n'est pas un secret?

LW : Le communiqué que nous avons publié est suffisamment explicite là-dessus. Ivanhoe, la maison mère qui développe des projets miniers non seulement en RDC mais aussi en RSA, a cédé 20% de ses parts à une structure chinoise qui en retour a payé près de 600 millions de dollars américains qui seront répartis sur trois projets dont la mine de platine en cours de développement en RSA, Kipushi, et Kamoa respectivement en RDC. Nous nous sommes alliés à ce partenaire non seulement parce qu'il a des reins solides financièrement, mais également parce que nous avons la même vision et partageons la même volonté de cheminer ensemble dans le développement de nos grands projets miniers.

MNM : Vous êtes Ingénieur et avez plus de 20 ans dans les mines et pourtant vos activités privées vous mènent plutôt dans la ferme et vous faites de l'agriculture. Croyez-vous que la RDC va se développer par les mines ou faut-il diversifier et déjà préparer l'après-mines aujourd'hui?

LW : J'ai aujourd'hui 28 ans d'expérience dans les mines et je crois que l'agriculture est le moyen le plus efficace pour lutter contre la pauvreté parce que lorsque vous faites un programme de donner des semences à un paysan et vous rachetez sa récolte après de manière régulière, vous lui donnez la dignité d'envoyer ses enfants dans des écoles convenables, de les faire soigner dans des meilleures conditions. C'est pour cela que je crois fermement en l'agriculture.

J'y crois également parce qu'on ne peut pas tout miser uniquement sur les mines qui ne sont qu'une infime partie d'un puzzle beaucoup plus grand.

Le pays doit définir certaines autres priorités. Quand on a 80 millions d'hectares de terres arables, 50 000 MW de potentiel hydroélectrique etc. il faut absolument tirer profit de ces avantages compétitifs naturels et ne pas se cantonner aux mines. Il faut diversifier l'économie et que les mesures d'accompagnement appropriées soient mises en place conséquemment.

Propos recueillis par Franck Fwamba et transcrits par Jeef Kazadi.

Les plus grands miniers du monde veulent plus de cuivre mais personne ne vend

**- La demande de cuivre devrait augmenter à mesure que les villes, les voitures électriques se développent.
- Le PDG de Rio Tinto dit qu'il surveille les fusions et acquisitions à travers le monde.**

Le 13 juillet, la guerre commerciale fait plonger le cuivre dans la pire des semaines depuis 15 semaines précédentes.

C'est le plus grand dilemme du monde minier: tout le monde est à la recherche de contrats de cuivre, mais même les producteurs les plus riches ne peuvent tout simplement pas tirer sur la détente.

Les plus gros mineurs se disent tous optimistes sur le cuivre et recherchent une croissance du métal qui devrait connaître une demande toujours plus grande avec l'expansion des villes et la croissance des véhicules électriques. L'industrie a des poches profondes pour les transactions en ce moment - Rio Tinto Group pourrait terminer l'année en levant 8,5 milliards de dollars de ventes d'actifs et ses rivaux comme BHP Billiton Ltd. et Glencore Plc produisent des profits massifs.

Donc quel est le problème? Pour commencer, personne qui possède une mine de cuivre ne veut l'abandonner. Même lorsque Glencore et Anglo American Plc ont été paralysés par la dette lors de la chute des matières premières en 2015, aucun des deux n'était disposé à recevoir une offre de Rio pour leurs participations dans le gisement géant de Collahuasi au Chili, selon des personnes familières avec ces négociations.

En ce qui concerne les sociétés cotées en Bourse, il n'y a pas beaucoup d'options - Freeport-McMoRan Inc., établie aux États-Unis, et First Quantum Minerals Ltd., au Canada, comptent parmi les seuls producteurs de taille réelle axés sur le cuivre.

"Toute entreprise dont la moitié du bilan est négative ne va pas vendre d'actifs en cuivre à ce stade", a déclaré Richard Knights, analyste chez Liberum Capital Markets. "Le seul endroit où ils peuvent extraire de la valeur sont les actifs de développement, où ils achètent et se développent eux-mêmes."

En dépit de l'accumulation croissante de liquidités, les sociétés minières et leurs investisseurs se méfieront des transactions coûteuses après qu'une grande partie de l'industrie ait été brûlée en surpayant pour les actifs pendant le boom des dernières matières premières.

Pourtant, l'attrait du cuivre peut être difficile à résister.

"Il ne fait aucun doute" que Rio et son plus grand rival, BHP Billiton, envisageraient de grosses transactions sur le cuivre, a déclaré Knights. "Ils devraient cependant payer, c'est là que le soutien des investisseurs et la conviction de la direction pourraient céder."

Et à la plus petite extrémité du marché, Lundin Mining Corp. a montré en juillet que devenir hostile pourrait être le seul moyen. La société a fait une offre au comptant de 1,1 milliard de dollars pour Nevsun Resources Ltd., le propriétaire du précieux gisement de cuivre-or de

Concentrating on Copper

■ Annual copper production

BHP



Glencore



Anglo



Rio



Source: Company reports

Bloomberg

Voici comment les choses pourraient secouer parmi les plus grands mineurs du monde :

Rio Tinto :

Rio est le mieux placé pour capitaliser sur des offres potentielles. La compagnie gagne plus d'argent, alors elle sait quoi faire, n'a presque aucune dette et, à part un différend qui mijote en Mongolie, aucune des distractions qui agitent ses rivaux.

Rio a accepté de vendre sa participation dans la mine de cuivre et d'or de Grasberg pour 3,5 milliards de dollars au début de juillet, et les ventes de charbon et d'aluminium en attente de clôture devraient également se terminer cette année.

Rio a approché Anglo et Glencore en 2015 avec une offre pour leurs participations à Collahuasi, qui est l'une des mines de cuivre les plus rentables au monde, mais a été rapidement repoussée par les deux sociétés, selon les personnes proches du dossier. Les trois sociétés ont refusé de commenter.

Aujourd'hui, Rio surveille les fusions et acquisitions potentielles et aimerait ajouter plus de cuivre, a déclaré Jean-Sébastien Jacques, le directeur général, lors d'une interview accordée à Bloom-

berg TV au début de juillet.

Pourtant, l'appétit de l'entreprise pour les gros contrats est incertain. Le mineur n°2 peut préférer travailler avec un partenaire sur des acquisitions et se concentrer sur des opportunités plus petites. Il aurait également besoin de vendre tout accord aux actionnaires sceptiques.

BHP Billiton :

BHP est également riche en argent et désireux de plus de cuivre. Pourtant, il a des préoccupations plus pressantes sous la forme de l'actionnaire activiste Elliott Management Corp. et un processus de vente en cours pour son entreprise de schiste de 10 milliards de dollars.

Le plus grand mineur a également déclaré que les grandes transactions ne sont pas sa priorité, avec le nouveau président Ken Mackenzie ayant affirmé plus tôt en juillet que le portefeuille d'actifs sera proche de l'idéal une fois que les actifs pétroliers et gaziers américains auront été vendus.

Glencore :

Le plus minier acheteur du monde, Glencore Plc, est actuellement confronté à une enquête de la part des autorités

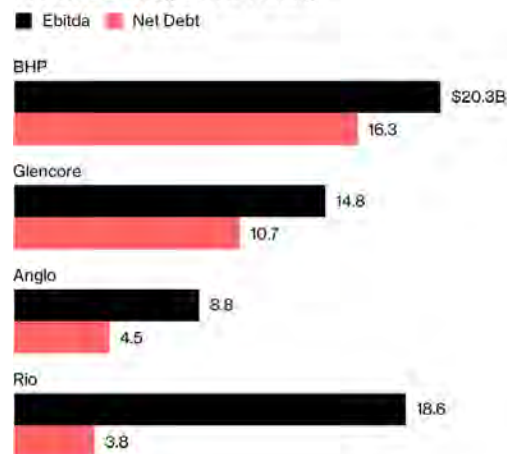
américaines qui pourrait nuire à sa capacité à conclure de grosses affaires. La société dépensera jusqu'à 1 milliard de dollars pour racheter ses propres actions cette année afin d'amortir les conséquences de l'enquête.

Anglo-Américain :

La réponse d'Anglo au manque d'opportunités a été de construire sa propre nouvelle mine de cuivre, avec son conseil d'administration prêt à approuver un nouveau projet de 6 milliards de dollars au Pérou. Alors que le partenaire Mitsubishi Corp. va aider à partager le fardeau du financement, le prix élevé rend le mineur basé à Londres peu susceptible de faire de gros achats.

Les propres actifs de cuivre d'Anglo pourraient cependant être intéressants. L'indien LiveMint a rapporté en juillet que son actionnaire principal, Anil Agarwal, envisage de diviser les actifs de ses mines sud-africaines en une nouvelle société avec des personnes non identifiées. Un tel accord laisserait la croupe du commerce international dominée par le cuivre et les diamants.

Profits Soaring, Debts Falling



Footnote: BHP based on financial year ended June 2017

Source Bloomberg

Bloomberg

Par Franck Fwamba, MNM et Bloomberg



L'Afrique du Sud légalise enfin l'artisanat minier à Kimberley **“Un tournant pour les zama-zamas”**

Le choix de Kimberley pour le projet pilote d'exploitation artisanale et à petite échelle de diamants est hautement symbolique, car c'est également là que le géant des pierres précieuses De Beers a été fondé en 1888.

C'est également le siège du Processus de Kimberley, un système international de certification visant à

La grand-mère Clara Maitse, âgée de 77 ans, a été arrêtée à sept reprises au cours de la dernière décennie pour avoir illégalement extrait des pierres précieuses dans le centre d'extraction de diamants Kimberley.

Malgré les fortes pénalités légales pour l'exploitation minière artisanale illégale, la mère de 11 enfants n'avait pas *“peur d'être arrêtée parce que la terre et ses minéraux nous appartiennent noirs”*.

Contrairement aux opérations minières formelles, les mineurs artisanaux tentent leur chance en creusant des mines de minerais précieux autour des sites industriels.

“Nous avons voté pour Mandela et maintenant il n'y a plus de peur”, a ajouté Maitse.

Sa patience provocatrice a porté ses fruits et l'exploitation minière artisanale, une industrie qui emploie des milliers de personnes, a été dépénalisée pour la première fois cette année en vertu d'un système de permis.

En avril, Maitse et 800 autres mineurs illégaux ont reçu des licences pour exploiter une vaste étendue de terres près de Kimberley.

“Belle monnaie”

L'accord historique visait à freiner la croissance rapide de l'exploitation minière illégale qui a augmenté avec la hausse du chômage.

“Le moyen le plus efficace de combattre l'exploitation minière illégale est de la légaliser”, a déclaré le ministre adjoint des Mines, Godfrey Oliphant aux collègues de Bloomberg.

“Une fois que vous le formalisez, il résout beaucoup de problèmes.”

Armés d'outils manuels rudimentaires, les travailleurs partaient de leurs cabanes au lever du soleil pour creuser dans les rocs.

Parsemés dans une vaste plaine, ils pelletent du gravier recycle dans des seaux en plastique avant de le tamiser pour y trouver des trésors cachés.

“Je me sens très soulagée maintenant que nous ayons des permis”, a déclaré Maitse, une ancienne employée de maison, alors qu'elle écrasait des mottes de terre à la recherche de pierres précieuses. *“L'argent est ce que nous obtiendrons.”*

Maitse, qui vit avec son mari âgé de 94 ans, s'est tournée vers l'exploitation minière artisanale illégale pour subvenir aux besoins de ses neuf petits-enfants après la mort de trois de ses filles.

“Millionnaires en devenir”

Obakeng Monyera, 36 ans, creuse autour de Kimberley depuis 2007 et a des dizaines de cicatrices causées par des balles en caoutchouc tirées sur lui et d'autres mineurs illégaux par la police locale.

“Je ne me rappelle même pas combien de fois nous avons été arrêtés, nous avons été mordus par des chiens, poursuivis avec des hélicoptères - juste pour essayer de nous décourager”, a déclaré Monyera.

"Nous avons été traités comme des terroristes et maintenant nous serons des millionnaires", a ajouté Monyera, qui a des tresses épaisses de cheveux et qui s'appelle "Rasta".

"Ce fut un voyage difficile."

Cependant, les nouveaux permis ne signifient pas juste plus une augmentation des revenus pour les mineurs, ils ont aussi restauré leur dignité.

Elisa Louw, une mère de cinq enfants de 47 ans, a rejoint les mineurs artisanaux illégaux ou "zama-zama" en janvier 2013.

Elle a travaillé pendant 12 mois sans trouver ne fût-ce qu'un seul diamant.

Puis, le jour de Noël, elle a découvert une petite pierre qui lui a valu R1.200 (Usd100).

C'est à ce moment-là qu'elle et les autres ont décidé de faire pression sur le gouvernement pour obtenir leur reconnaissance.

Après plus d'un an de protestations et de négociations, le "changement de notre statut est enfin arrivé", a déclaré Louw.

"Traités comme des animaux, comme des criminels"

"Nous avons été traités comme des animaux, comme des criminels - [maintenant] nous avons un permis, nous sommes libres."

Se battant pour retenir ses larmes, elle a décrit le bonheur, cette fierté, quand vous vous réveillez le matin en disant : "Je ne suis plus un mineur illégal".

Olivier a convenu que la décriminalisation avait apporté plus de dignité et de certitude.

"Quand nous leur avons donné les licences, vous pouviez voir l'éclat dans leurs yeux", a-t-il dit.

Le projet pilote d'extraction de diamants a permis aux mineurs informels nouvellement autorisés d'accéder à 500 hectares de terres appartenant à Kimberley Ekapa Mining, une coentreprise entre Petra Diamonds et Ekapa Mining.

"Cela a pris du temps, c'est quelque chose que nous avons toujours envisagé", a déclaré le porte-parole de Petra Diamonds, Gert Klopper, qui a ajouté que l'exploitation minière industrielle et les petits mineurs artisanaux "peuvent cohabiter".

Les agents de sécurité de l'entreprise chassaient les mineurs mais maintenant ils les protègent.

"Un tournant pour les zama-

zamas"

Le choix de Kimberley pour le projet pilote d'exploitation artisanale et à petite échelle de diamants est hautement symbolique, car c'est également là que le géant des pierres précieuses De Beers a été fondé en 1888.

C'est également le siège du Procèsus de Kimberley, un système international de certification visant à éliminer les diamants du conflit du marché.

Les mineurs artisanaux informels peuvent trouver les diamants d'une valeur mensuelle de 20 millions (Usd1.5 million), bien que des semaines passent sans grandes découvertes.

Des véhicules Mercedes-Benz élégants et des VUS bouchent les routes étroites et poussiéreuses autour de la mine informelle, ce qui témoigne du succès de ceux qui y travaillent. D'autres vont travailler à pied et vivent dans la misère.

"C'est une étape importante et nous espérons que ce sera un tournant pour d'autres zama-zamas", a déclaré Sifiso Dladla, qui travaille pour l'organisation caritative britannique ActionAid en soutenant les communautés minières.

Selon l'Organisation internationale du travail, jusqu'à 20% des diamants du monde sont creusés par des mineurs indépendants comme Louw et Monyera.

"Les communautés touchées par l'exploitation minière n'ont jamais bénéficié de l'exploitation minière", a ajouté Dladla. Jusqu'à maintenant.

Le travail de centaines de mineurs, qui opèrent illégalement sur des sites dans et autour de Kimberley, a été légalisé à la suite d'un accord entre le gouvernement et les représentants des secteurs miniers formels et informels.

"Creuser à la main"

L'accord, signé par des représentants du Département régional des ressources minérales (DMR), de la Joint Venture de Kimberley Ekapa (KEM-JV), de la municipalité de Sol Plaatje (SPM) et du Comité Artisanal Miners Kimberley (AMKC), a délivré des permis miniers aux coopératives de Batho Pelé Primary et Goedemoed Trading.

Ces coopératives ont été établies par les membres de l'AMKC qui peuvent maintenant être autorisés à poursuivre les opérations légales sur deux sites identifiés à Kenilworth et à Colville.

La DMR a également accepté d'accélérer les demandes de droits de prospection des mineurs artisanaux pour deux sites supplémentaires dans un délai de

trois mois, tout en accordant la priorité à l'approbation ministérielle des droits miniers sur les propriétés acquises par la KEM-JV de De Beers.

La KEM-JV a accepté le transfert conditionnel de la propriété de 337,8 ha à proximité des Boswell Floors, du Buffalo Camp et du corridor Kenilworth.

L'accord stipule que tout travail effectué par les mineurs artisanaux doit être fait à la main alors que l'utilisation de machines est interdite.

L'accord stipulait également que toutes les mesures seraient prises pour faciliter le retour du matériel confisqué aux mineurs artisanaux par la police, étant entendu que l'équipement ne sera utilisé que dans le cadre d'opérations légales.

Un montant maximal de 50.000 Rands (Usd3.000) a été proposé pour remplacer le matériel détruit par SAPS (South African Police Service).

AMKC a également convenu que ses membres n'avaient aucun droit sur la propriété de KEM-JV, autre que celui stipulé dans l'accord.

Il se peut aussi qu'il n'y ait plus de vol, d'intimidation et d'attaques contre le personnel, de barricades de routes ou d'autres actes criminels.

La vente et l'enregistrement des diamants doivent être dûment documentés et chaque pierre doit être enregistrée auprès de la coopérative primaire de Batho Pelé.

Ces droits ne sont étendus qu'à 836 personnes qui étaient énumérées dans la convention et resteront en place pour une période de cinq ans ou jusqu'à ce que le traitement des biens ait cessé.

KEM-JV conserve un accès illimité aux droits de surface de tous les biens, y compris les sites transférés.

Un comité de médiation de dix membres, composé de deux représentants du KEM-JV, du DMR, de l'AMKC, du SPM et du bureau du premier ministre, sera également créé.

La SPM a promis son soutien aux mineurs artisanaux dans leurs demandes de permis miniers en matière de propriété municipale, y compris le traitement des ressources minérales (TMR), qui n'ont pas été affectées au développement, ni concédées à un tiers et ne sont pas utilisées à d'autres fins raisonnables.

Par Parfait Barack, Franck Fwamba, MNM et Bloomberg



Quelle stratégie les gouverneurs pourraient-ils mettre en place pour développer les frontières afin de faciliter l'importation et l'exportation des minerais : Exemple du Lualaba.

Tel était l'exposé et le partage d'expérience présentés de Monsieur le Gouverneur de province Richard Muyeji à DRC Mining Week, de juin à Lubumbashi devant plusieurs délégués et officiels nationaux et internationaux, que nous publions ci-dessous in extenso.

INTRODUCTION

Je voudrais vous dire merci pour l'honneur que vous faites à la Province du Lualaba, l'une des 26 Provinces issues de la grande réforme territoriale (voulue par notre peuple) et à ma modeste personne pour l'opportunité que vous m'offrez de contribuer au thème général de la table ronde qui est **Conduire la RDC vers un hub minier et industriel moderne pour faciliter le commerce bilatéral.**

Ma contribution portera précisément sur *Quelle stratégie les gouverneurs pourraient-ils mettre en place pour développer les frontières afin de faciliter l'importation et l'exportation des minerais : l'expérience du Lualaba*

Mon propos sera un échange d'expérience qui s'articulera autour des points essentiels ci-après :

- Brève présentation de la Province : carte postale ;
- Les voies de sortie du Lualaba vers l'extérieur, un atout à capitaliser ;
- Des routes « Kolwezi – Sakabinda /Solwezi » vers la Zambie et « Kolwezi –Dilolo » vers l'Angola et les Chemins de fer « Kolwezi – Dilolo » ;
- De l'installation des ports secs aux frontières entre la province du Lualaba, la Zambie et l'Angola comme stratégie pour faciliter l'import-export.

I. CARTE POSTALE DE LA PROVINCE DU LUALABA

Avec un énorme potentiel minier et d'autres ressources qui restent à exploiter, le marché de l'exportation et de l'importation du Lualaba est une chance pour les entrepreneurs qui souhaitent investir dans le domaine du tourisme, de l'énergie, des hydrocarbures, de l'agroalimentaire, de l'élevage, de la pêche, dans le secteur bancaire ou encore dans le traitement et la transformation des minerais.

Que ce soit, sur le point de vue géographique, économique et politique, la Province du Lualaba présente tous les critères qui garantissent la rentabilité aux investisseurs.

Son point fort est sa situation géographique qui lui permet d'importer des marchandises venant de diverses provinces frontalières de la Zambie et de l'Angola mais aussi de l'Afrique australe, pour ensuite les transférer vers les provinces voisines. Mais aussi d'exporter les minerais de cobalt et de cuivre à travers différents corridors. Il est donc impérieux que d'autres voies de sortie soient envisagées et mises en mouvement afin de faciliter le flux des biens et des services, gage d'un développement intégré.



II. LES VOIES DE SORTIE DU LUALABA VERS L'EXTERIEUR, UN ATOUT A CAPITALISER

Les voies routière et aérienne sont les principales voies d'accès au chef-lieu de la Province. La voie ferroviaire est secondaire parce qu'elle ne couvre pas tous les territoires.

Les axes se présentent comme suit :

- L'axe Kolwezi-Dilolo distant de 444 km et accessible par route et voie ferrée dont toutes sont en projet de réhabilitation imminente ;
- L'axe Kolwezi- Solwezi distant d'environ 130 km et bientôt accessible par route dont le projet est en cours ;
- La construction d'un aéroport moderne au standard international à Kolwezi.

S'agissant de la voie ferrée, il sied de relever qu'un projet est en cours avec la SNCC que nous encourageons pour rétablir totalement le trafic ferroviaire et un essai concluant fut réalisé le 5 mars 2018 avec le lancement de la reprise du trafic commercial de manganèse ; après 33 ans d'interruption.

S'agissant de la voie aérienne, la Province du Lualaba a initié le projet de construction d'un aéroport moderne dont l'intérêt est de :

- Assurer à l'aéroport le passage du statut national à celui international ;
- Donner aux installations aéroportuaires des équipements standards de la navigation civile de la sécurité, de la sûreté et du confort ;
- Réduire sensiblement le temps d'atteinte de la ville de Kolwezi et assurer sans heurts les connections internes et internationales ;
- Assurer des gains substantiels en évitant des ruptures de charge ;

- Augmenter les retombées socioéconomiques par la création d'emplois.

Il sied de noter que le coût total des travaux est évalué à 38.000.000 USD dont les études ont déjà été finalisées sur financement de la Province (USD 1.600.000). C'est ici le lieu de saluer l'accompagnement de quelques sociétés minières qui ont accepté de contribuer au financement dont KAMOA COPPER et COMMUS. Une mention spéciale à GLENCORE qui a souscrit pour 3.000.000 USD. La Province invite donc les autres entreprises à leur emboîter le pas afin de faire aboutir ce projet dans le délai.

S'agissant des routes, notons qu'à notre avènement, à la tête de la Province, nous nous sommes attelés à la recherche de désengorgement totale de la Province par la multiplication des voies d'accès.

Répondant au mot d'ordre du Chef de l'Etat, Son Excellence JOSEPH KABILA KABANGE, qui fait du secteur routier la tâche essentielle du mandat des autorités provinciales, notre démarche vise à relier les entités entre elles, les centres de production aux centres de consommation ; de faciliter l'ouverture de la Province aux autres Provinces du pays et aux Pays voisins (Zambie et Angola) et d'aménager des voies qui débouchent sur des sites d'attraction touristique.

Aujourd'hui, des signes qui confirment notre ambition de revêtir Kolwezi de son statut de Ville moderne et de transformer progressivement l'ensemble de la Province, sont perceptibles. Nous sommes engagés à réaliser le rêve des filles et fils du Lualaba. L'essentiel de ce projet se situe dans la matérialisation du projet de construction de la route Kolwezi-Solwezi en Zambie, et la réhabilitation de la route Kolwezi-Dilolo vers l'Angola selon le mode B.O.T.

Pour assurer son approvisionnement régulier, le Gouvernement Provincial du Lualaba s'est doté d'une politique de diversification de ses voies d'accès et de mise en place des ports secs aux frontières.



III. DES ROUTES

"KOLWEZI - SAKABINDA / SOLWEZI" VERS LA ZAMBIE ET "KOLWEZI - DILOLO" VERS L'ANGOLA ET DES CHEMINS DE FER "KOLWEZI-DILOLO" :

Contexte physique des Projets

La Province du Lualaba partage les frontières avec :

- Au Nord, les Provinces de Lomami et de Kasai-Central ;
- A l'Est, les Provinces de Haut-Lomami et de Haut-Katanga ;
- Au sud, la République d'Angola et la République de Zambie ;
- Et A l'Ouest, la République d'Angola.

Le poste terrestre d'accès à l'Angola est la localité de Dilolo, localisé à 443 Km de Kolwezi ; tandis que celui d'accès à la Zambie est double dont le village de Sakabinda situé à quelques 70 Km de Kolwezi et Solwezi, situé à environ 130 km.

Intérêt desdits Projets

Ces projets routiers constituent un important secteur d'activité économique et à de nombreux égards, un catalyseur du processus global de développement économique et social parce qu'ils assurent l'accès à plusieurs services notamment la santé, l'éducation, les loisirs ainsi que la sécurité alimentaire, etc.

Ils sont aussi un puissant levier d'intégration économique ; car ils favorisent les échanges entre les différentes zones d'activités de la province, du pays et entre différents pôles d'activités de différents pays voisins de notre pro-

vince comme la Zambie et l'Angola.

Ainsi considérée, la route serait comme un facteur susceptible d'assurer le vase communicant.

Ces routes ont le mérite de renforcer le caractère de carrefour de Kolwezi voire de la province toute entière et les bénéfices à tirer de ces projets sont certains :

- Réduction du temps des formalités de douanes aux frontières en raison du désengorgement induit comparé à l'unique voie de Kasumbeles ;
- Péage modéré, augmentant quelque peu la résilience des usagers industriels aux chocs économiques internationaux ;
- Raccourcissement des distances et/ou désengorgement d'une part entre Kolwezi et la voie de l'Est (Dar-es-Salam), entre Kolwezi et la voie du Sud (Zimbabwe et l'Afrique du Sud) et d'autre part entre Kolwezi et la voie de l'Ouest [Lobito] ;
- Augmentation des recettes des taxes d'importations et exportations pour les Provinces et le pays ;
- Retombées socio-économiques positives pour les regroupements et les populations riverains de la route aussi bien en RDC, en Zambie qu'en Angola ;
- Apparition de nouvelles opportunités socio-économiques pour les populations locales (à Kolwezi et les environs) et les provinces voisines (Haut-Lomami, Kasai Central et Lomami) ;

Etat actuelle desdits Projets

Les experts de l'ACGT, l'agence spécialisée du Gouvernement ont terminé les études de faisabilité sur la Route Kolwezi - Sakabinda. Déjà, la Cimenterie CARRILU a déjà ouvert la route sur près de 65 km jusqu'à Mushima afin de relier sa carrière de calcaire au site de transformation située à Musompo à

Kolwezi. Ceci est un avantage car, il ne reste que légèrement plus de 50 km pour rejoindre la Zambie, vers Solwezi.

Concernant la route Kolwezi-Dilolo vers l'Angola, le financement est déjà sécurisé et l'entreprise CREC 7 sous le mandat de SOPECO venait, il y a peu de débiter les études et va s'atteler dans un premier temps à attaquer les points chauds afin de rendre la voie carrossable avant d'effectuer en urgence les travaux de réhabilitation et de modernisation de cette route qui permettra l'évacuation vers le port de Lobito en Angola. Une deuxième entreprise a été sélectionnée dans le souci de réduire le délai d'exécution.

DE L'INSTALLATION DES PORTS SECS AUX FRONTIERES ENTRE LA PROVINCE DU LUALABA, LA ZAMBIE ET L'ANGOLA COMME STRATEGIE POUR FACILITER L'IMPORT-EXPORT

Eu égard à la position géographique du Lualaba, nous prévoyons l'installation au bout des deux routes importantes vers SOLWEZI et DILOLO, des ports secs utilisés dans l'exercice de commerce et qui sont en soit des terminaux intérieurs servant de point de départ, de transit ou d'arrivée des flux de marchandises générées par le commerce international.

C'est une sorte de relais doté d'installations sous douane, destinées à faciliter le traitement des marchandises aussi bien à l'importation qu'à l'exportation, quel que soit leur mode de conditionnement.

De façon générale, le port sec et ses installations doivent permettre aux provinces comme le Lualaba, de rationaliser, rentabiliser et sécuriser le système d'approvisionnement et d'exportation des biens et services. +

Mais, pour éviter que le port sec ne constitue un obstacle de plus à la fluidité du trafic, il y a lieu de requérir en amont la collaboration des autorités portuaires, des dessertes et celle des pays de transit. C'est ce qui a justifié entre autres, la visite de la délégation Zambienne conduite par le Ministre provincial /Gouverneur de North Western Province pour le projet de la route Kolwezi- Solwezi.

Les incidences escomptées sur l'économie sont entre autres :



C'est ce qui a justifié entre autres, la visite de la délégation Zambienne conduite par le Ministre provincial / Gouverneur de North Western Province pour le projet de la route Kolwezi- Solwezi.

Les incidences escomptées sur l'économie sont entre autres :

DE L'INSTALLATION DES PORTS SECS AUX FRONTIERES ENTRE LA PROVINCE DU LUALABA, LA ZAMBIE ET L'ANGOLA COMME STRATEGIE POUR FACILITER L'IMPORT-EXPORT

Eu égard à la position géographique du Lualaba, nous prévoyons l'installation au bout des deux routes importantes vers SOLWEZI et DILOLO, des ports secs utilisés dans l'exercice de commerce et qui sont en soit des terminaux intérieurs servant de point de départ, de transit ou d'arrivée des flux de marchandises générées par le commerce international.

C'est une sorte de relais doté d'installations sous douane, destinées à faciliter le traitement des marchandises aussi bien à l'importation qu'à l'exportation, quel que soit leur mode de conditionnement.

De façon générale, le port sec et ses installations doivent permettre aux provinces comme le Lualaba, de rationaliser, rentabiliser et sécuriser le système d'approvisionnement et d'exportation des biens et services.

Mais, pour éviter que le port sec ne constitue un obstacle de plus à la fluidité du trafic, il y a lieu de requérir en amont la collaboration des autorités portuaires, des dessertes et celle des pays de transit.

C'est ce qui a justifié entre autres, la visite de la délégation Zambienne conduite par le Ministre provincial / Gouverneur de North Western Province pour le projet de la route Kolwezi- Solwezi.

Les incidences escomptées sur l'économie sont entre autres :

Sur le plan macro-économique:

- La régularité et l'accélération du circuit des importations et

des exportations permettant une relance de l'économie par l'accroissement de la consommation ;

- La maîtrise du volume des échanges ainsi que la maîtrise des statistiques qui constituent un outil stratégique de politique économique ;

- Une facilitation du recouvrement des recettes fiscales à travers un Guichet unique de traitement.

Sur le plan micro-économique :

L'on peut noter :

- La disponibilité des intrants nécessaires pour l'économie ;
- La réduction des coûts et de la durée d'acheminement des produits à travers un pôle unique qui regroupe tous les intervenants ;
- Une plus grande sécurité des marchandises par la mise en place des techniques et équipements appropriés pour les opérations physiques de manutention, de stockage, de livraison etc.

Sur le plan stratégique :

La création du port sec permet :

- De disposer d'un circuit d'approvisionnement d'urgence efficace ;
- De constituer et mobiliser rapidement un stock de sécurité (produits stratégiques comme les hydrocarbures, produits alimentaires, intrants industriels, autres produits) ;
- De contribuer à la lutte contre les fraudes fiscales à travers les modes de gestion de magasins sous douane ;
- Le paiement des frais d'entreposage et de passage dans l'entrepôt aux opérateurs économiques nationaux.

Que conclure ?

Sauf reconnaître que la dynamique est là et va se poursuivre. Nous le ferons en symbiose avec les provinces sœurs du Haut Katanga en RDC et du North Western en Zambie.

Nous attendons aussi bénéficier des effets positifs des négociations entre nos gouvernements de la RDC et de l'Angola, en ce qui concerne l'axe Kolwezi - Dilolo, essentiellement le chemin de fer.

**Sous le haut patronage de son Excellence Monsieur le Président de la République Joseph KABILA,
LE MINISTÈRE NATIONAL DES MINES ORGANISE :**

LA 3^È ÉDITION DE LA CONFÉRENCE MINIÈRE DE LA RDC

**> KOLWEZI - LUALABA
du 5 au 7 septembre 2018**

 conférences

 visites

 réseautage

 perspectives



Inscrivez-vous sur : www.lualabamining.org

Cadre d'évaluation des risques dans l'industrie du cobalt, CIRAF : **Déclaration conjointe d'ONGs à Cobalt Institute**

Dans une déclaration de onze pages adressée en juillet à David Weight, Président *Cobalt Institute* par huit Ongs nationales et internationales (*Afreviewatch, Amnesty International, Enough Project, Global Witness, Impact, Observatoire Gouvernance et Paix, Rights and Accountability in Development et Save Act Mine*), les signataires font des recommandations dont nous avons retenu certaines que nous publions ci-dessous sur la "Traçabilité" du Cobalt, essentiellement produit dans le Haut-Katanga et Lualaba en RDC.

Les évaluations ou audits par des tiers ne devraient pas être considérés comme étant l'objectif principal du CIRAF.

De même, l'élaboration d'un modèle de certification autour du CIRAF, quelle que soit sa nature, devrait être évitée. Les membres ne devraient pas être divisés en catégories statiques et binaires telles que "en conformité" et "en non-conformité".

Il faudrait plutôt les encourager à recueillir des informations plus abondantes et meilleures sur les risques et atteintes dans les chaînes d'approvisionnement, à y réagir comme indiqué dans la présente lettre, et à rendre compte publiquement des progrès opérés.

Ce type de compte rendu public permet d'exploiter pleinement les ressources de la chaîne d'approvisionnement pour gérer les défis et les problèmes.

- Utiliser l'Évaluation OCDE de l'alignement, notamment le volet "gouvernance", pour veiller à ce que le CIRAF soit réellement en phase avec le Guide OCDE.

- Éviter d'exiger des déclarations binaires, du genre "sans travail des enfants" ou "sans aucun lien avec un conflit". Les chaînes d'approvisionnement sont dynamiques, particulièrement dans les lieux à haut risque. Par conséquent, même celles qui sont le mieux gérées sont vulnérables à une éventuelle contribution aux atteintes aux droits humains ou à la corruption. Les pratiques d'approvisionnement responsables des membres du CIRAF ne devraient pas être garanties en jouant la carte de la passivité.

Les entreprises devraient plutôt prouver qu'elles contrôlent activement leurs chaînes d'approvisionnement de manière continue pour déceler les risques et les abus, et qu'elles prennent, s'il y a lieu, des mesures pour s'attaquer à ces problèmes.

Exiger des déclarations binaires peut également encourager les entreprises à éviter activement les chaînes d'approvisionnement "à haut risque", ce qui peut alors avoir un impact négatif sur les économies locales, les mineurs et les communautés qui dépendant du commerce dans ces zones. Les sociétés ne devraient pas chercher à imposer des boycotts de facto sur des minerais spécifiques provenant de zones spécifiques ; elles devraient plutôt gérer les risques là où ils se présentent.

- **Encourager, non pas décourager, l'approvisionnement responsable dans des zones à haut risque et auprès d'exploitations minières artisanales et à petite échelle (ASM). Les producteurs et exportateurs ASM de zones à haut risque prennent actuellement des mesures déterminantes pour agir conformément au Guide OCDE.**

Les normes internationales, et le Guide OCDE en particulier, encouragent l'implication progressive auprès des producteurs ASM.

Le CIRAF devrait encourager de manière proactive les entreprises membres à s'approvisionner auprès de producteurs ASM qui prennent des mesures progressives pour mettre en œuvre le Guide OCDE.

- S'assurer que les distorsions du marché causées par les programmes de l'industrie ne portent pas préjudice aux ASM, et produire les informations nécessaires pour garantir que les travailleurs engagés dans les ASM reçoivent une part équitable des bénéfices générés par le commerce et que leurs conditions de travail se sont améliorées.

Plus généralement, le CIRAF doit prendre bonne note des enseignements critiques tirés à ce jour par les autres initiatives d'approvisionnement responsable.

Par exemple, le retrait ou désengagement total du secteur privé dans une zone d'approvisionnement ou dans un certain type de production, déclenché simplement par un contrôle accru, peut avoir des incidences considérables sur les moyens de subsistance et risque, en soi, d'être irresponsable.

De nouvelles distorsions du marché peuvent également limiter ou éroder le pouvoir de négociation des membres les plus vulnérables des chaînes d'approvisionnement en minerais, en particulier les communautés de mineurs artisanaux.

Les entreprises, tout spécialement celles qui tirent profit des chaînes d'approvisionnement depuis un certain temps, ont le devoir d'atténuer et de gérer ces risques, dans la mesure du possible. Les décisions commerciales prises par les membres du CI ont et auront un effet sur les moyens de subsistance de milliers de mineurs et de leurs communautés.

Les membres du CI ne doivent pas oublier l'étendue de l'impact que leurs décisions en matière d'approvisionnement peuvent avoir, et il est fondamental que les nouvelles interventions sur le marché ne renforcent pas davantage encore la vulnérabilité des mineurs artisanaux. Le CI doit dès lors veiller à encourager avant tout les entreprises à s'impliquer de manière responsable et dans la transparence, en créant des chaînes d'approvisionnement qui résistent aux risques présents dans les zones affectées par la corruption, les conflits ou l'instabilité.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous expliquer comment les éléments mentionnés ci-dessus peuvent être intégrés dans le programme CIRAF en cours d'élaboration afin de veiller à ce que le cadre s'aligne sur les meilleures pratiques internationales et soit le plus efficace possible pour les entreprises qui le mettent en œuvre et pour les communautés affectées par l'exploitation du cobalt.

L'allemand Heraeus ouvre une usine de recyclage de métaux précieux de 100 millions de dollars en Chine

Le groupe technologique allemand Heraeus ouvrira une raffinerie de métaux précieux et une usine de recyclage en Chine en septembre afin de tirer parti de la demande croissante du pays pour les métaux du groupe du platine.



Heraeus a investi près de 100 millions de dollars dans l'usine de Nanjing, couvrant 84 000 mètres carrés, qui produira des produits à base de métaux précieux destinés aux industries de l'automobile, du verre, des engrais et autres.

Cette initiative vise à placer Heraeus au centre d'un marché chinois en croissance rapide et à tirer parti d'une initiative gouvernementale visant à accroître le recyclage et à réduire la pollution.

L'utilisation principale du platine et du palladium est dans les convertisseurs catalytiques utilisés dans les moteurs pour réduire les émissions des véhicules. La Chine est le plus grand marché automobile du monde et ne produit qu'une fraction du platine et du palladium qu'elle consomme.

"La demande est très forte en Chine, en particulier pour les PGM (métaux du groupe du platine)", a déclaré à Reuters le directeur d'Heraeus Precious Metals, Andre Christl.

"Nous avons déjà une certaine capacité de raffinage en Chine et, compte tenu de la demande accrue, nous avons décidé de consolider et de développer ces activités en une grande usine où nous pourrions raffiner des produits chimiques.

Heraeus a déclaré que l'usine

emploierait de 300 à 350 personnes à pleine capacité. Il a également indiqué qu'il augmenterait la logistique et les services de financement pour les

palladium is in catalytic converters

Germany's Heraeus to open \$100 mln precious metals recycling plant in China

clients en Chine.

German technology group Heraeus will open a precious metals refinery and recycling plant in China in September to take advantage of the country's rising demand for platinum group metals.

Heraeus has invested almost \$100 million in the facility in Nanjing covering 84,000 square metres, which will make precious metal-based products for use in the auto, glass, fertiliser and other industries.

The move aims to put Heraeus at the centre of a rapidly growing Chinese market and take advantage of a government drive to increase recycling and reduce pollution.

The main use of platinum and

used in engines to cut vehicle emissions. China is the world's biggest car market and produces only a fraction of the platinum and palladium it consumes.

"Demand is very strong in China, especially for PGMs (platinum group metals)," Heraeus Precious Metals head Andre Christl told Reuters.

"We already have some refining capacity in China. With higher demands expected, we've decided to consolidate and expand those into one big factory where we can do refining but also chemical products."

Heraeus said the plant would employ 300-350 people at full capacity. It also said it would ramp up logistics and financing services for clients in China.

Rapport accuse De Beers de détruire la transparence dans l'industrie du diamant

Le groupe De Beers refuse de permettre à ses clients de divulguer la légitimité des diamants de De Beers. Tous les diamants bruts de De Beers sont maintenant opaques. Cela représente 42% de la production mondiale de diamants en 2017 et 14,993 milliards de diamants bruts de 2015 à 2017.

“WE CONTINUED TO SEE GOOD DEMAND ACROSS OUR PRODUCT RANGE IN THE SECOND SALES CYCLE, WHICH WAS IN LINE WITH EXPECTATIONS AT THIS TIME OF YEAR.”

BRUCE CLEAVER
CEO, De Beers Group



Dans une lettre adressée aux clients, De Beers déclare: “En ce qui concerne des programmes tels que “Mine to Market” (M2M) de Gemological Institute of America (GIA), ou d'autres initiatives d'entités en aval cherchant à faire des demandes de provenance. Nous avons refusé toutes ces demandes ... La clause 3.6.6 de la Sightholder Signature Licence stipule: “vous ne pourrez pas représenter qu'un diamant particulier ou des diamants sont extraits, ou proviennent, de nous ou d'un membre du groupe De Beers, sauf avec notre autorisation écrite au préalable.”

L'effet net de l'action de De Beers est de refuser aux entreprises légitimes et aux organisations à but non lucratif telles que le Gemological Institute of America (GIA) la possibilité de suivre, de tracer la légitimité des diamants polis.

“De Beers étend son pouvoir de marché des diamants bruts aux polis grâce à des réseaux de distribution exclusifs et maîtrisés tels que Forevermark. Ils empêchent les tierces parties indépendantes de certifier leurs diamants à la source, ce qui désactive les systèmes légitimes de distribution de diamants. De Beers utilise sa puis-

sance commerciale pour restreindre la concurrence sur le marché des diamants polis certifiés à la source”, a déclaré Martin Rapport, président du groupe Rapport.

Rapport appelle également De Beers pour avoir personnellement attaqué Martin Rapport avec de fausses déclarations.

Dans une déclaration officielle, De Beers écrivait : “Martin Rapport avait demandé à pouvoir commercialiser des diamants du groupe De Beers, en utilisant la marque De Beers, sur sa plate-forme à son profit ... Ce que Martin veut, c'est pouvoir à commercialiser des diamants du groupe De Beers, en utilisant la marque De Beers, sur sa plate-forme à son profit.”

Mais pour Martin Rapport et le groupe Rapport, les deux déclarations sont entièrement fausses. Ils n'ont jamais demandé à commercialiser les diamants De Beers en utilisant la marque De Beers - ni sur notre plate-forme RapNet ni ailleurs.

De Beers devrait remarquer que la tactique ancestrale consistant à tirer sur le messenger ne tue pas le message. La question ici n'est pas Martin Rapport, ou le GIA, ou TrustChain du

groupe Richline. Le problème est la capacité de l'industrie mondiale du diamant à fournir aux consommateurs des diamants légitimes certifiés à la source.

Le groupe Rapport appelle De Beers à annuler immédiatement sa restriction sur la divulgation des sources. La fausse déclaration de De Beers selon laquelle la légitimité de ses diamants ne peut être divulguée, pour protéger la marque De Beers, est fausse.

De Beers peut facilement utiliser n'importe quel autre nom sur sa facturation, comme la Diamond Trading Company ou DTC, comme par le passé. De plus, sa marque est entièrement protégée par la loi par d'autres moyens.

Avec des souffrances humaines considérables dans des pays en développement tels que le Zimbabwe, le Congo et d'autres, ainsi que des milliards de dollars de diamants non soumis au respect des droits de l'homme et compte tenu des principes de conformité de AML et CTF, le groupe Rapport demande à De Beers d'être correct et divulguer la légitimité de leurs diamants.

Le groupe Rapport demande à tous les membres responsables de l'industrie du diamant d'envoyer directement un courriel au PDG de De Beers, Bruce.Cleaver@DeBeersGroup.com, et de lui demander de révoquer immédiatement les restrictions sur la divulgation de la source, et copier Martin@Rapaport.com pour assurer le suivi.

Le Groupe Rapport demande à toutes les associations commerciales responsables telles que la Fédération Mondiale des Bourses de Diamants, l'Association Internationale des Fabricants de Diamants, le World Diamond Council, l'American Gem Society, Jewelers of America et le Responsible Jewellery Council de prendre des mesures pour assurer le commerce des diamants, avoir la même possibilité de divulguer la source de leurs diamants bruts et polis.

Enfin, le groupe Rapport demande à tous les membres du Processus de Kimberley et aux organisations non gouvernementales de prendre des mesures proactives pour s'assurer que tous les commerçants des diamants ont des chances égales de divulguer la provenance de leurs diamants bruts et polis.



TRANSPARENCE

L'OCDE viole ses principes pour donner aux Etats-Unis une meilleure note que le Ghana. Tax Justice Network dénonce et s'inquiète...

C'est déconcertant, mais le Forum mondial de l'OCDE a attribué aux États-Unis une note *"largement conforme"* à sa transparence dans l'échange d'informations fiscales avec la communauté internationale, même si les États-Unis sont l'un des pays les plus secrets.

Fait inquiétant, les États-Unis, qui occupent la deuxième place du *Financial Secrecy Index* du *Tax Justice Network*, ont obtenu une meilleure note que le Ghana, qui possède déjà un registre de propriété bénéficiaire et s'est inscrit à de nombreux cadres internationaux refusés par les États-Unis.

Le Forum mondial donne-t-il un traitement favorable aux États-Unis?

Nous approfondissons les détails et comparons les deux pays côte à côte ...

Lundi 16 juillet 2018, le Forum Mondial a publié le deuxième tour d'un rapport d'évaluation par

les pairs évaluant la disponibilité des informations sur la propriété (maintenant en tenant compte des bénéficiaires effectifs) aux États-Unis et la situation d'échange d'informations sur demande (échanges *"automatiques"* évalué à l'avenir).

Ces rapports d'examen par les pairs du Forum mondial sont une source incroyablement d'informations détaillées que nous utilisons pour l'indice de secret financier de *Tax Justice Network*.

Cependant, sur la base des mêmes faits décrits dans chaque rapport d'évaluation par les pairs, nous arrivons à des conclusions très différentes et c'est pourquoi nous ne sommes presque jamais d'accord avec les notations du Forum mondial.

Sans surprise, les États-Unis, qui se classe dans le deuxième pire délinquant sur notre indice d'opacité financière et qui *"atteint"* l'option la plus se-

crète pour la propriété juridique et l'enregistrement de la propriété effective de chaque type de véhicule juridique disponible (tel que décrit dans notre récent document *"Etat du jeu de l'information sur la propriété effective"*), a tout de même réussi à conserver sa note de 2011 *"largement conforme"*, selon le deuxième tour d'examen du Forum mondial, malgré que les revues soient plus exigeantes cette fois-ci!

Mais le véritable scandale est quand nous comparons le classement des États-Unis à un autre pays, disons le Ghana.

Le Ghana estime que le Forum mondial est *"partiellement conforme"*, même s'il a une transparence exceptionnelle par rapport au reste du monde. L'enregistrement de la propriété effective est en place et a rejoint le *Common Reporting Standard* pour l'échange automatique d'informations. C'est un très petit joueur en pratique; seulement 0.0025% de la part de marché des services financiers offshore selon l'indice de secret financier.

USA vs Ghana, côte à côte

Voici une ventilation de la comparaison entre les États-Unis et le Ghana. Les couleurs de la table sont basées sur les couleurs du feu: **rouge** = mauvais; **vert** = bien.

	Les Etats-Unis d'Amérique	Le Ghana
Indice de secret financier (le plus élevé, le pire contrevenant)	2ème	95ème
La taille des joueurs dans la pratique (part de marché des services financiers offshore). En soi, c'est neutre. Mais plus la part de marché est grande, plus la responsabilité d'être transparent est grande.	22,5%	0,0025%
Transparence de la propriété Situation de la disponibilité de la propriété légale et effective	Aucun enregistrement légal ou réel de propriété pour n'importe quel type de véhicule légal; la propriété effective n'est pas garantie dans tous les cas aux États-Unis	Les informations sur la propriété légale et réelle des entreprises doivent être enregistrées auprès d'une autorité gouvernementale
Évaluation du Forum mondial sur la disponibilité de la propriété légale et effective (section A1 des évaluations par les pairs du Forum mondial)	Partiellement conforme	Partiellement conforme
Échange d'informations Partie à la convention fiscale multilatérale (pour échanger des informations sur demande ou automatiquement)	Non , seule partie à la Convention originale qui autorise les échanges avec les pays de l'OCDE uniquement	Oui , il peut échanger des informations avec toutes les autres parties (sauf pour les États-Unis)
Mise en œuvre de la norme commune de reporting (CRS) pour l'échange automatique d'informations? (Ceci ne fait pas partie de l'évaluation du Forum mondial)	Non , applique uniquement la FATCA et les accords connexes (plus d'informations sont reçues que partagées par les États-Unis)	Oui , le Ghana a signé l'Accord d'Autorité Multilatérale Compétente et entamera des échanges automatiques en 2018
Les banques collectent-elles toutes les informations sur les bénéficiaires effectifs devant être échangées par des échanges automatiques?	Non , les banques américaines n'ont pas besoin de collecter les informations sur la propriété réelle pour les comptes préexistants ou les comptes détenus par des fiducies. D'une manière ou d'une autre, la définition de la "propriété effective" des États-Unis n'est pas conforme à la norme	Oui , cela sera nécessaire pour se conformer à la norme commune de reporting (CRS)
Facteurs identifiés par le Forum mondial en ce qui concerne «la qualité et la rapidité des réponses» (Section C5)	Citation du Forum mondial: « Le temps nécessaire pour répondre à une demande ne garantit pas un échange d'informations efficace dans tous les cas, comme l'ont souligné quelques pairs»	Citation du Forum mondial: « Sur les cinq demandes traitées par le Ghana au cours de la période, les réponses ont été fournies entre 180 jours et un an dans un cas, et dans les quatre autres, les réponses ont pris plus d'un an.
Évaluation du Forum mondial en ce qui concerne «la qualité et la rapidité des réponses» (Section C5)	Largement conforme	Non-conforme
Nombre d'éléments jugés "conformes", "largement conformes", "partiellement conformes" et "non-conformes" par le Forum mondial	-Compliant: 5 -Très conforme: 4 -Partially Compliant: 1 -Non-conforme: 0	-Compliant: 8 -Très conforme: 0 -Partially Compliant: 1 -Non-conforme: 1
Évaluation globale par le Forum mondial	Largement conforme	Partiellement conforme

En revanche, les États-Unis sont indéniablement le plus gros acteur avec 22,30% de part de marché des services financiers offshore. C'est presque 9000 fois plus grand que le Ghana! Les États-Unis comptent parmi les pires cas de secret en termes de transparence de la propriété effective et d'échange automatique d'informations.

Le diable est dans le détail

En 2011, la section A1 du rapport d'examen par les pairs sur la disponibilité de l'information sur la propriété a qualifié les États-Unis de «largement conformes», même si elle reconnaissait que pour l'un des types d'entités les plus courants, la société à responsabilité limitée ou LLC:

"Lorsqu'une société membre unique n'a aucun lien fiscal avec les États-Unis, il se peut qu'il n'y ait aucune information disponible aux États-Unis concernant les propriétaires de cette société" (page 38) .

La section A1 qualifie désormais les États-Unis de "partiellement conformes". Cependant, cette note semble toujours très généreuse, non seulement par rapport à la cote de secret de l'indice de secret financier des États-Unis comme "entièrement secrète" sur la propriété légale et bénéficiaire, mais aussi par rapport au penchant inconditionnel du Financial Action Group.

Recommandations contre le blanchiment d'argent.

L'évaluation mutuelle du Groupe d'action financière, publiée en décembre 2016, a donné les notes suivantes aux États-Unis :

- "Faible efficacité" sur le Résultat Immédiat 5 (IO5) sur la prévention de l'utilisation des personnes morales et des trusts pour le blanchiment d'argent et l'accès à leurs informations sur les bénéficiaires effectifs. Une faible efficacité signifie que les États-Unis n'ont réalisé aucun progrès, ou réalisé des progrès négligeables, sur la prévention du blanchiment d'argent ici.

- "Non conforme" sur la transparence et la propriété effective des sociétés et autres personnes morales (Recommandation 24).

- "Partiellement conforme" sur la transparence et la propriété effective des fiducies (Recommandation 25).

Cela devient pire.

La principale différence entre le Global Forum et le Financial Action Task Force par rapport à l'indice de secret financier est que l'indice ne considère acceptable que si les entreprises et les trusts doivent enregistrer leurs propriétaires légaux (propriétaires immédiats et directs) et leurs propriétaires effectifs (les individus).

En fin de compte contrôlant ou bénéficiant de l'entité) avec une autorité gouvernementale.

Pour le Forum mondial et le Groupe d'action financière, si cette information est détenue par l'entreprise ou si elle a confiance en elle-même et que les autorités peuvent demander à voir cette information, tout est considéré comme satisfaisant.

Pour mettre les choses en perspective, c'est la différence entre détenir un criminel dans une prison gouvernementale et laisser le délinquant rester là où il veut, pourvu qu'il donne sa localisation aux autorités, si on le lui demande.

Mais le Forum mondial, contrairement au Groupe d'action financière, ne considère pas les États-Unis comme non conformes à la transparence de la propriété, même si les nouvelles réglementations américaines ne garantissent pas que toutes les informations pertinentes doivent être conservées. Le rapport du Forum mondial sur les États - Unis résume:

"Tous les bénéficiaires effectifs ne doivent pas nécessairement être identifiés conformément à la norme. (...) Bien que certaines informations sur les bénéficiaires effectifs concernant les sociétés, sociétés de personnes et fiducies doivent être déclarées à l'IRS, des mesures de surveillance visant à garantir que les informations sur les bénéficiaires effectifs sont adéquates, exactes et à jour ne sont pas suffisantes . [pages 14-15].

Nous avons vu que les États-Unis ne disposent pas d'informations sur la propriété légale et effective dans tous les cas. Maintenant, regardons comment ils échangent des informations:

"Depuis juillet 2010, les États-Unis n'ont ratifié aucun accord EOI [Exchange of Information] signé qui nécessite la ratification des États-Unis. Parmi ces instruments d'intérêt, seule la ratification du Protocole de 2010 à la Convention multilatérale (...) a une incidence directe sur la capacité des États-Unis d'échanger avec la norme (...). Néanmoins, en conséquence, les États-Unis n'ont pas de relation EOI en vigueur avec 38 de ses 129 partenaires EOI (...)"

Le taux de réponse des États-Unis a augmenté depuis l'examen du premier cycle (...). Bien que les États-Unis aient pris des mesures positives, le temps nécessaire pour répondre à une demande ne garantit pas un échange d'informations efficace dans tous les cas, comme l'ont souligné quelques pairs» (pages 18-20).

En conclusion, les États-Unis ne garantissent pas la disponibilité des informations juridiques et bénéficiaires, et ils ne ratifient pas la convention fiscale multilatérale (qui leur permettrait d'échanger des informations sur demande et automatiquement avec toutes les parties non-OCDE à la convention, la plupart des pays en développement). En outre, avec les pays avec lesquels les États - Unis ont conclu un accord, le temps de réponse à une demande ne garantit pas un échange efficace d'informations .

À la lumière de tout cela, comment le Forum mondial a-t-il évalué la conformité globale des États-Unis? "Largeement conforme ..."

Maintenant, comparez cela à la note du Forum mondial pour le Ghana: C'est ce qui rend les évaluations du Forum mondial si scandaleuses.

Ghana:

- s'assure que la propriété légale et effective des entreprises est enregistrée auprès d'une autorité gouvernementale, et non simplement détenue par l'entreprise ;

- est déjà partie à la convention fiscale multilatérale (ce qui signifie qu'il peut échanger des informations sur demande ou automatiquement avec toutes les autres parties, à l'exception des États-Unis) ;

- met en œuvre la norme commune de déclaration pour l'échange automatique d'informations avec tous les autres pays (y compris au niveau de la propriété effective).

En dépit de tout cela, le Ghana n'a pas réussi à obtenir une note "en grande partie conforme" (comme l'ont fait les États qui ont échoué), mais simplement "partiellement conforme".

Cela ne fait qu'ajouter à l'insulte à l'injure que les États-Unis refusent de se joindre au Common Reporting Standard (CRS) pour échanger automatiquement des informations avec d'autres pays (ce qui sera analysé par le Forum mondial à l'avenir).

De plus, même si les États-Unis décidaient d'échanger autant d'informations qu'ils reçoivent d'autres pays,

les banques américaines ne collectent même pas les informations sur les bénéficiaires effectifs qui seraient nécessaires pour être échangées. Au cas où vous vous poseriez la question, voici comment le Forum mondial décrit ceci :

"Les Etats-Unis ont introduit des règles obligeant les banques à identifier les bénéficiaires effectifs des clients qui sont des entités. Ces règles garantissent que la propriété effective est disponible pour tous les titulaires de compte, sauf dans certains cas limités. En particulier, il peut y avoir des cas où la personne identifiée peut ne pas être un bénéficiaire effectif tel que défini dans la norme; lorsque le titulaire du compte est contrôlé par une fiducie (...) le bénéficiaire effectif sera considéré comme le fiduciaire [au lieu de chaque partie à la fiducie, comme l'exige la norme!] (...); ou des informations sur la propriété réelle peuvent ne pas être nécessairement disponibles pour certains comptes préexistants (...)" [Note du réseau de justice fiscale] (soulignement ajouté, page 16).

Comment le Ghana, pays d'enregistrement juridique et effectif des sociétés, peut-il obtenir la même note en ce qui concerne la disponibilité des informations sur la propriété que les États-Unis, un pays sans immatriculation légale, sans parler de la propriété effective? Le rapport d'examen par les pairs du Forum mondial sur le Ghana ex-

La Quotation des Etats-Unis d'Amérique

Element	First Round Report (2011)	Second Round Report (2018)
A.1 Availability of ownership and identity information	LC	PC
A.2 Availability of accounting information	LC	LC
A.3 Availability of banking information	C	LC
B.1 Access to information	C	C
B.2 Rights and Safeguards	C	C
C.1 EOIR Mechanisms	C	LC
C.2 Network of EOIR Mechanisms	C	C
C.3 Confidentiality	C	C
C.4 Rights and Safeguards	C	C
C.5 Quality and timeliness of responses	C	LC
OVERALL RATING	LC	LC

70% est équivalent à des exigences de dépôt inexistantes pour le Forum mondial. Alors que le Ghana devrait améliorer son taux de dépôt, il est grand temps que le Forum mondial commence à envisager de soumettre les informations sur la propriété à une autorité gouvernementale comme une exigence absolue.

Alors, comment le Ghana avec des évaluations "conformes" sur 8 des 10 indicateurs obtient-il une note globale de "partiellement conforme", alors que les États-Unis avec seulement des évaluations "conformes" sur 5 indicateurs sur

té EOI [Exchange of Information] qu'en janvier 2017, entraînant des retards considérables dans la fourniture des informations demandées.

Sur les cinq demandes traitées par le Ghana au cours de la période, des réponses ont été fournies entre 180 jours et un an dans un cas et dans les quatre autres, les réponses ont pris plus d'un an malgré le fait que l'information était détenue par l'administration fiscale ou un autre l'administration publique (le bureau d'enregistrement), indiquant des problèmes avec les processus organisationnels en termes de non-respect des procédures du manuel EOI." (page 17).

C'est génial que les évaluations par les pairs du Forum mondial abordent ce sujet en détail. Mais le mot biais est écrit partout quand il s'agit de notes! Alors que le Forum mondial est assez indulgent pour considérer que le registre des bénéficiaires effectifs inexistant des États-Unis est partiellement conforme, le Global Forum adopte une position stricte qui rejette complètement les échanges d'informations du Ghana comme non conformes parce qu'elles sont retardées.

La récente évaluation des États-Unis par le Forum mondial était à la fois une surprise et non une surprise. Si l'on compare la note des États-Unis au Global Forum par rapport à sa propre note du Ghana, il est difficile de ne pas penser qu'un dirigeant différent soit utilisé pour mesurer les efforts américains de lutte contre le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale.

Les États-Unis sont responsables de 22% de la part de marché de l'industrie des services financiers offshore, de loin la plus grande part. Ne devrions-nous pas tenir les États-Unis pour une plus grande part de responsabilité, pas moins?

Par MNM, Andres Knobe et Tax Justice Network

La Quotation des Etats-Unis du Ghana

Element	2014 Report	2018 Report
A.1 Availability of ownership and identity information	LC	PC
A.2 Availability of accounting information	LC	C
A.3 Availability of banking information	C	C
B.1 Access to information	C	C
B.2 Rights and Safeguards	C	C
C.1 EOIR Mechanisms	C	C
C.2 Network of EOIR Mechanisms	C	C
C.3 Confidentiality	C	C
C.4 Rights and Safeguards	C	C
C.5 Quality and timeliness of requests and responses	PC	NC
OVERALL RATING	LC	PC

plique:

"Alors que le Ghana a rapporté un taux de dépôt annuel de 70% au RGD [Département de l'enregistrement général] au cours de la période considérée, il y a une proportion significative d'entreprises (30%) qui n'ont pas déposé. De plus, il y a une forte proportion (26%) de sociétés enregistrées auprès du Registrar qui ne sont pas enregistrées auprès du GRA [Ghana Revenue Authority]" (page 14).

Apparemment, un taux de dépôt de

10 obtiennent une évaluation "largement conforme"?

Il semble que la cause ait été la note "non conforme" du Ghana pour la section C5 sur la qualité et la ponctualité des demandes et des réponses.

Le rapport d'évaluation par les pairs du Forum mondial sur les États du Ghana écrit :

"Au cours de la période considérée, huit demandes ont été envoyées au Ghana. Quatre de ces demandes sont parvenues au GRA [Ghana Revenue Authority] entre mars et septembre 2016 mais n'ont été livrées à l'uni-



Emmanuel Umpula,
Directeur chargé du
Plaidoyer d'Afrewatch
(Photo : Emma)

GTL-STL : Gécamines et GFI s'accordent *Afrewatch réclame dividendes et impôts*

Le 2 mai 2018, le Consultant en Communication a annoncé dans un communiqué laconique que *"les sociétés commerciales LA GÉNÉRALE DES CARRIÈRES ET DES MINES SA (GÉCAMINES) (www.GECAMINES.cd) et GROUPEMENT DU TERRIL DE LUBUMBASHI LTD. (GTL) (www.ForrestGroup.com), entité du GROUPE FORREST, annoncent la conclusion définitive d'un accord transactionnel (l'Accord), mettant un terme à leur différend portant sur l'exploitation commerciale du Terril de Lubumbashi."*

Une nouvelle saluée chaleureusement par des dizaines de travailleurs de la Société de Traitement du Terril de Lubumbashi (STL) et leurs familles qui souffraient de la fermeture momentanée de l'entreprise et l'arrêt des opérations à cause d'un différent contractuel entre les deux partenaires.

Aux termes de l'Accord signé par les deux parties, il est convenu que :

1. GTL transfère la pleine propriété de l'usine à GÉCAMINES ;
2. GTL s'engage à réparer le four de l'usine ;
3. Les entités du GROUPE FORREST transfèrent à GÉCAMINES leurs actions dans la SOCIÉTÉ CONGOLAISE POUR LE TRAITEMENT DU TERRIL DE LUBUMBASHI SAS ;
4. GÉCAMINES transfère au GROUPE FORREST ses actions dans GTL ;
5. GÉCAMINES paie une indemnité compensatoire à GTL.

Et pour terminer, *"GÉCAMINES et le GROUPE FORREST se félicitent de la conclusion de cet Accord."*

Cependant, des organisations nationales de la Sociétés Civiles du secteur

des mines saisissent de l'opportunité pour faire entendre leurs voix sur ce deal qu'elles considèrent comme un nouveau contrat entre les parties. Une d'elles, Afrewatch d'Emmanuel Umpula veut que les partenaires de la Gécamines paient à l'Etat certains droits et redevances pour le premier contrat. Elle le dit clairement dans un Communiqué de presse N°002/AFREWATCH/2018 que nous publions in extenso et sans commentaires.

Communiqué de Presse

"Les sociétés GTL et STL doivent payer à la GCM les dividendes et à l'Etat Congolais l'Impôt sur le Bénéfice et Profit, pour le contrat initial

AFREWATCH, une organisation de promotion et de protection des droits humains spécialisée sur les questions des ressources naturelles en Afrique, est préoccupée de voir 15 ans après son entrée en production, ce qui coïncide avec la fin du contrat initial, le Groupe pour le traitement de Terril de Lubumbashi (GTL) est toujours à l'étape de remboursement de son investissement et n'est pas en mesure de verser à la Générale des Carrières et des Mines (GCM) les dividendes et à l'Etat congolais l'IBP. Elle invite le GTL et la Société de traitement du Terril de Lubumbashi (STL) à clarifier la situation financière pour le contrat initial et à payer des dividendes à la GCM et à verser l'Impôt sur le Bénéfice et profit

(IBP) à l'Etat Congolais pour toutes les années.

Dans le premier contrat de 1997, GTL avait une production de 5000t de cobalt/an soit 75 000 t sur 15 ans. Cela suppose que, avec une telle production, l'entreprise aurait pu rembourser à la fois son investissement, payer les dividendes à la GCM et l'IBP à l'Etat congolais. L'IBP, c'est le plus grand impôt qu'une entreprise paye. Dans sa plainte de mars 2017 devant le Tribunal de Commerce Bruxellois, la GCM estimait même que la GTL a produit 82.000 t de cobalt, quantité supérieure à la production initialement prévue dans le contrat.

Le mercredi 03 mai 2018, les deux parties ont annoncé avoir trouvé un accord transactionnel mettant un terme à leurs différends. Malheureusement dans cette annonce, les deux parties (la GCM et le Groupe Georges Forrest International), éludent la question de la rentabilité du projet notamment le fait que pendant toute la durée du contrat initial, les entreprises GTL et STL n'ont ni versé les dividendes à GCM ni payé à l'Etat tous ses droits. Tout comme, elles ne disent pas non plus comment, ni à quel moment le projet va générer les bénéfices pour ses actionnaires et l'acquiescement de tous les droits de l'Etat congolais."

AFREWATCH
Lubumbashi, Le 09 Mai 2018
Tél: +243818577577 / 0822304800
E-Mail : info@afrewatch.org



Terra



A Farming Paradise

BUKARI YA KWETU

Breakfast de Qualité Supérieure

*Produit au Katanga
Pour les Katangais!!!*



Route Kinsevere, Lubumbashi - RDC
Tel: 0814000045 / 0847000045
info@africanmilling.com



CongOeufs
C'est eggcellent





RAPIDITE. FIABILITE. SECURITE



Laboratoire d'analyses agréé

17, Bld Kamanyola / Likasi
Province du Haut Katanga
République Démocratique du Congo

Contacts

+243 997 965 445 ou + 243 995 238 223
johnson.deroyer@ssmlabo.com
didier.makonga@ssmlabo.com
www.ssmlabo.com

ISO/CEI 17025

NOS ANALYSES

Potentiométrie, Fluorescence des X
Colorimétrie, Electrolyse
Volumétrie, Gravimétrie
Spectrométrie (AA, ICP, SPECTROLAB)

NOS SERVICES

Echantillonnage et Analyse chimique de :
Minerais, Concentrés, Métaux, Rejets et effluents d'usines, eaux, etc.
Certification de tous les produits miniers marchands

LUBUMBASHI - LIKASI - KOLWEZI - SAKANIA